CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

142 DÉCEMBRE 2021

***Convergences révolutionnaires* est le journal du groupe l'Étincelle membre du Nouveau Parti anticapitaliste**
Retrouvez l'ensemble de nos publications sur *convergencesrevolutionnaires.org*

2€

Élections législatives en Argentine P. 20

Migrants morts en mer P. 05

Qui sauvera l'hôpital ? P. 10

GUADELOUPE ET MARTINIQUE

SI VIOLENCE IL Y A, C'EST BIEN CELLE DE L'ÉTAT COLONIAL FRANÇAIS



L'ÉTINCELLE DU NPA !

Retrouvez l'ensemble
de nos publications sur

convergencesrevolutionnaires.org

ainsi que sur nos réseaux sociaux

twitter
@npaetincelle

facebook
@npaetincelle

instagram
@npaetincelle

youtube
@convergences revolutionnaires

Cahiers Communistes Révolutionnaires

—

N° 142
Décembre 2021
2€

—

Revue publiée par la
Fraction L'Étincelle

Directrice de publication :
Irène Gasarian

Impression :
Rotographie – Montreuil

N° commission paritaire :
0322P11413
ISSN : 1294-9647
Tirage : 1000 exemplaires

ÉDITORIAL

01 **Guadeloupe-Martinique : si violence il y a, c'est bien celle de l'État colonial français**

KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

03 **L'État français affiche sa morgue coloniale**

MIGRANTS MORTS EN MER

05 **La France coupable**

06 **Les barbelés de la honte et le mur de l'argent**

07 **L'écrasante responsabilité des États et de l'UE**

08 **Macron maltraite les migrants… Mais il a des concurrents**

HÔPITAUX

10 **Qui sauvera l'hôpital ?**

11 **Véran alpagué lors de sa visite au CHU de Grenoble**

TRANSPORTS

12 **TCL : division du réseau, pas des conducteurs !**

13 **À Orléans : premier arrêt !**

LA POSTE

15 **Course à la rentabilité et courriers en retard**

16 **Notre camarade Mody nous a quittés**

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN ARGENTINE

20 **Défaite du péronisme et percée de l'extrême gauche**

22 **Non à la condamnation de Daniel Ruiz et César Arakaki**

23 **Un aperçu de la campagne des révolutionnaires**

COP 26

24 **Le capitalisme n'est pas recyclable : enfouissons-le dans les poubelles de l'histoire !**

ITALIE

25 **Guerre aux pauvres**

PRISONS EN FRANCE

26 **Le Covid alourdit la peine**

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

28 **Tentative de formatage de la jeunesse**

ÉCONOMIE

30 **Dette Covid, les mensonges à propos du remboursement du « quoi qu'il en coûte »**

RECOMMANDATIONS

32 **Pour poursuivre la lecture…**

» GUADELOUPE-MARTINIQUE

Si violence il y a, c'est bien celle de l'État colonial français

29 NOVEMBRE 2021 – ÉDITORIAL

Le vent de révolte qui souffle depuis deux semaines sur la Guadeloupe, suivie de la Martinique, ne s'apaise pas. Manifestations, barrages de route dont certains sont défaits par la police de nuit pour être reconstruits le lendemain, c'est la colère sociale des plus pauvres, salariés et chômeurs des villes et des campagnes, qui explose dans la mobilisation actuelle.

Ils ne voudraient pas du vaccin ? Mais 90 % des soignants de Guadeloupe ont eu au moins une première dose. Ils rejetteraient le passe sanitaire de Macron ? Mais les révoltés des Antilles rejettent surtout les sommations d'un gouvernement français qui a brutalement suspendu de leur boulot, sans solde, des centaines de soignants, pompiers et autres, et ose leur donner des leçons d'hygiène sanitaire… lui qui depuis des années, bien avant que n'éclate le Covid, leur impose des conditions de vie et de santé déplorables. D'où des maladies endémiques comme l'obésité ou le diabète pour ne citer que celles-là. D'où une dernière vague de Covid transformée en vraie catastrophe du fait du délabrement des structures de santé (sauf pour les riches). Et ceux-là même qui sont responsables de la situation, les Macron et Castex, et leurs amis patrons, osent parler de « non-respect des règles sanitaires » ? On croit rêver.

Le cauchemar en tout cas est pour eux, aujourd'hui, face à une mobilisation qui ne faiblit pas. Et il est peu probable que les mesures méprisables et dérisoires que le gouvernement vient de sortir de son chapeau fassent retomber la colère. Le report de l'obligation vaccinale au 31 décembre pour tous les personnels concernés ? Mais c'est la levée de toute obligation et toute répression qui est demandée. La promesse d'un millier d'emplois « aidés » pour les jeunes ? Mais ce sont des faits palpables, un travail et salaire décent pour toutes et tous, et pas des promesses, qui sont demandés (beaucoup se rappellent les promesses non tenues du passé). Enfin le gouvernement Macron, par la voix de son ministre des Outre-mer, lance une vague formule d' « autonomie », d'évolution statutaire possible de la Guadeloupe, dans l'espoir qu'elle allèche quelques élus et notables locaux. Comme Macron, pour tenter d'en finir avec les Gilets jaunes en France en 2019 s'était adressé… aux maires. Il n'en reste pas moins que Macron et ses ministres ont changé de ton par rapport aux premières déclarations martiales, à l'envoi de contingents du Raid et du GIGN. Des couvre-feux sont néanmoins maintenus sur les deux îles. À voir leur efficacité ! Même des médias enclins à relayer la parole officielle et qui focalisent sur *« des nuits de violence »*, soulignent qu'il s'agit bien d'une explosion de colère sociale, contre les inégalités et la pauvreté.

UNE CRISE SANITAIRE PERMANENTE…

La mobilisation lancée par un collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives, dépasse largement une simple opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire. Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique, accumulent les scandales sanitaires sur les îles depuis des années. Ainsi, en Guadeloupe, le réseau d'eau se dégrade faute d'entretien, privant de nombreuses familles d'eau potable… mais pas de factures d'eau. Les coupures sont incessantes. Certains jours, les écoles sont fermées parce qu'il n'y a pas d'eau ! Les coupures sont parfois planifiées et annoncées par voix de presse, pour 24 ou 48 heures, mais parfois pas, prenant la population au dépourvu. La corvée d'eau fait partie du quotidien des familles. Une situation qui ferait scandale dans l'Hexagone et qui dure depuis vingt ans, ne cessant de s'aggraver. Les compagnies ont empoché le fric et les factures, tout en laissant le réseau se dégrader, sous l'œil complice des politiciens locaux.

Autre scandale : celui du chlordécone, ce pesticide ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, sur dérogation ministérielle pour les Antilles alors qu'il était interdit en France, et qui empoisonne aujourd'hui le sang de plus de 90 % des Antillais, tout comme les terres et les légumes. Après quinze ans d'instruction judiciaire et de manœuvres dilatoires, les juges pari- ››



▲ **Dessin de notre camarade Mody, paru dans *Convergences révolutionnaires* nº 62, mars-avril 2009**

siens en charge de l'affaire s'apprêteraient à prononcer un non-lieu ! Voilà qui cadre bien avec les déclarations de Macron lors d'un débat avec des élus d'Outre-mer en février 2019 : *« Il est établi que ce produit n'est pas bon mais il ne faut pas aller jusqu'à dire que c'est cancérigène, parce qu'on dit quelque chose qui n'est pas vrai et qui alimente des peurs. »* Affirmation mensongère, immédiatement contredite par le monde scientifique.

UNE CRISE SOCIALE PERMANENTE AUSSI

À cela s'ajoutent un chômage de masse, touchant particulièrement les jeunes (40 % pour les moins de 30 ans), une vie dans des quartiers populaires délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse vertigineuse. C'était déjà la vie chère qui avait mis le feu aux poudres en 2009 et déclenché une grève générale de 44 jours, menée par le LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon* ou Alliance contre l'exploitation). Un mouvement qui dénonçait aussi la mainmise des békés (les descendants des propriétaires d'esclaves) sur l'économie locale. Ce front d'organisations associatives, politiques et syndicales, dont des indépendantistes, a organisé le samedi 27 novembre deux manifestations de plusieurs milliers de personnes chacune, dans les deux principales villes de Guadeloupe. Un succès à l'échelle de l'île qui montre l'ampleur de la mobilisation même si les nombreuses grèves ne sont pas encore « marchantes », c'est-à-dire en voie de généralisation.

COLÈRE DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES

De nombreuses catégories de salariés sont en effet mobilisées : les soignants et les pompiers, mais aussi les enseignants, les pompistes, les territoriaux et les travailleurs de l'hôtellerie-restauration. Sur leurs piquets de grève et barrages installés à de nombreux endroits, ils ont dû faire face à la répression des forces de l'ordre. Le gouvernement français voudrait les faire passer pour des antivax irresponsables, bloquant la circulation et même l'accès aux soins. Comme partout, bien sûr, les théories complotistes et autres *fake news* circulent dans la population. Mais les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, la déliquescence de l'hôpital public et le manque généralisé de moyens, cause du désastre sanitaire dont la population des Antilles n'est pas responsable mais victime. Tout comme elle est victime de la répression brutale que mène le gouvernement parallèlement à ses discours voulant apparaître comme d'apaisement. Plus d'une centaine de personnes ont déjà été arrêtées et condamnées en Guadeloupe, plusieurs dizaines en Martinique, avec parfois des peines de prison ferme en comparution immédiate.

ANTILLES, GUYANE, KANAKY… ET NOUS AUSSI

Même colère dans d'autres territoires d'Outre-mer. En Kanaky (Nouvelle-Calédonie), contre l'État français qui maintient pour le 12 décembre le troisième et dernier référendum sur l'autodétermination en pleine pandémie de Covid, s'opposant à la demande de report faite par des organisations kanaks. De quoi s'assurer un vote conforme à ses intérêts. En Guyane, contre la condamnation en appel de quatre militants syndicaux à 18 mois de prison ferme, l'interdiction de manifestation et d'exercer une profession au sein de la fonction publique, pour un feu de palette allumé lors d'une grève générale en juillet 2020 (qui avait abouti à l'obtention d'un Centre hospitalier universitaire en Guyane pour 2025).

Ces régions du monde sont des « territoires français », nous dit-on. Ils sont effectivement exploités pour les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français, et la vie quotidienne y est encore plus dure qu'ici. Par leur mobilisation et leurs revendications, contre la dégradation sociale imposée par des moyens redoublés de violence d'État, les travailleurs des Antilles, de Guyane ou de Kanaky nous sont proches. Le succès de leur lutte est capital. Là-bas comme ici, l'alliance contre l'exploitation est à l'ordre du jour. ■

//

Sur la question du chlordécone, lire sur notre site notre article du 5 novembre 2011 intitulé *Chlordécone : la lutte contre l'empoisonnement continue*

KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE

L'État français affiche sa morgue coloniale

20 NOVEMBRE 2021 – BORIS LETO

UN ÉTAT FRANÇAIS JUSQU'AU-BOUTISTE

L'État français vient d'annoncer en début de semaine le maintien du référendum d'auto-détermination au 12 décembre en Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Et ce malgré les demandes du camp indépendantiste de repousser ce référendum au deuxième semestre 2022 au vu de la vague de Covid qui touche l'archipel. Depuis septembre, le virus a en effet débarqué en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, jusqu'alors préservée par les précédentes vagues. Le bilan est aujourd'hui de presque 300 décès, principalement parmi les populations océaniennes qui sont les plus précaires et en moins bonne santé. Si la situation sanitaire semble aujourd'hui s'améliorer, beaucoup de familles et de villages kanak sont en deuil et la campagne a été sensiblement entravée par les mesures locales de confinement et de couvre-feu prises pour lutter contre l'épidémie.

Mais l'État français a décidé de maintenir ce référendum coûte que coûte au 12 décembre. Et a également annoncé dès la mi-octobre l'envoi de 2 000 gendarmes, policiers et militaires *« pour assurer un déroulé sincère et sécurisé du scrutin »*. Le mépris colonial dans toute sa splendeur !

Cette décision est une manière pour l'État d'accéder aux revendications de la droite loyaliste, composée très majoritairement par des Caldoches – les descendants des colons arrivés de métropole dès la seconde moitié du XIXe siècle et qui dirigent toujours aujourd'hui la grande majorité de l'économie locale – et par le contingent d'expatriés. Cette droite soutenait mordicus le maintien du référendum à sa date initiale après avoir senti le vent du boulet passer très près lors du dernier scrutin. Car le référendum du 12 décembre est le dernier d'une série de trois : deux premiers référendums se sont déroulés en 2018 et en 2020, ont tous les deux vu la victoire du « non » à la question : *« Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? », mais…* mais la dynamique est en faveur du oui : passé de 44 à 47 %, il n'a plus que 10 000 voix de retard.

À l'occasion du second référendum, la population kanak, en proie à une pauvreté endémique et subissant le racisme colonial, s'est exprimée dans les urnes pour exprimer sa révolte et son opposition à l'État français. Et depuis, elle s'est mobilisée de longs mois l'année dernière contre la vente d'une usine de nickel, la principale ressource du pays, à une multinationale suisse. Lors du dernier référendum, le « oui » a aussi enregistré le ralliement d'une frange de la population calédonienne non-kanak, notamment parmi les populations originaires des îles du Pacifique.

Pour la droite loyaliste, il faut donc en finir au plus vite avec ces référendums où la victoire du « non » – « sa victoire » – apparaît de moins en moins gagnée. Elle peut compter pour cela sur le soutien de l'État français. Celui-ci se targue d'être un arbitre impartial entre loyalistes et indépendantistes… il a pourtant publié il y a quelques mois un long argumentaire pour démontrer pourquoi le « non » était une bien meilleure solution. Un arbitre qui a choisi son camp et qui décide des règles pour le faire gagner, avec une seule boussole : maintenir son influence dans un des derniers vestiges de son empire colonial. ▸▸



▲ ***Convergences révolutionnaires* nº 122, Mody, novembre 2018**

Qu'est-ce qui est si stratégique pour l'État français dans cette petite île située à presque 17 000 kilomètres de Paris ? La présence de grandes réserves de nickel n'est pas anodine, d'autant que ce matériau est amené à être de plus en plus utilisé dans les années à venir (il entre par exemple dans les composants des batteries des voitures électriques, marché en plein essor). L'exploitation des richesses minières de l'archipel compte donc. Mais l'État français souhaite aussi conserver son statut et influence de puissance mondiale – du moins ce qu'il en reste – en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, via sa base militaire et le contrôle des eaux territoriales. Et tout particulièrement dans une région, le Pacifique-Sud, qui attire de plus en plus les convoitises, notamment de la Chine.

QUE SE JOUE-T-IL VRAIMENT DERRIÈRE CES RÉFÉRENDUMS ?

Les accords de Matignon en 1988, signés après une répression française sanglante (dix-neuf militants indépendantistes abattus par la police à Ouvéa), puis ceux de Nouméa dix ans plus tard, ont été une manière pour l'État français, bousculé par les luttes de la population kanak tout au long des années 1980, de maintenir sa mainmise quasi-totale sur la colonie. Ces accords promettaient en effet l'organisation de ces trois référendums d'auto-détermination, et les fixaient… des dizaines d'années plus tard. Tout en sachant que la démographie de l'île avait rendu les Kanak minoritaires dans leur propre pays, ce qui rendait une victoire du oui à l'indépendance hautement improbable. Une vraie arnaque.

Via ces accords, l'État français s'est aussi et surtout donné les moyens de coopter une infime fraction de la population kanak à la gestion de l'archipel : une petite bourgeoisie kanak s'est ainsi développée, a participé aux institutions politiques locales et est associée à la gestion de l'exploitation du nickel. Depuis l'été 2021, le gouvernement de l'archipel est d'ailleurs dirigé pour la première fois par un indépendantiste, Louis Mapou, qu'on retrouve aussi… au conseil d'administration d'Eramet, la multinationale minière omniprésente sur place. Pour l'État français, c'est l'assurance de pouvoir compter sur des « partenaires » avec qui s'entendre.

Si la plupart des forces indépendantistes demandent le report du troisième référendum et, dans le cas contraire, appellent au boycott des urnes, elles critiquent uniquement les modalités du scrutin. Lors des deux campagnes précédentes, elles ont fait campagne pour le « oui » en expliquant qu'un bon score, même en cas de défaite, permettrait de peser davantage dans les négociations futures avec les forces loyalistes et l'État français pour un futur accord. Sommés de répondre au camp loyaliste qui agitait le spectre de l'effondrement économique de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie en cas de victoire du « oui », les indépendantistes ont répondu sur le même terrain : ne vous inquiétez pas, il n'y aura pas de rupture brutale avec la situation actuelle mais une longue transition avec l'objectif de négocier des *« accords gagnant-gagnant »* avec la France. Gagnant pour l'État français et pour la petite bourgeoisie kanak qui aura un peu plus de pouvoir dans la gestion des affaires locales, peut-être, mais peut-on en dire autant pour la majorité des Kanak condamnés à la pauvreté depuis des décennies ?

POUR SE DÉFAIRE DES GRIFFES DE L'IMPÉRIALISME, UN BOUT DE PAPIER NE SUFFIRA PAS !

Imaginons même une victoire de « oui » le 12 décembre prochain. Comment un petit pays comme la Kanaky, avec des accords négociés par le haut pourrait-il connaître un autre sort que celui des États africains suite à la vague des décolonisations des années 1950 et 1960 ? En parlant déjà à l'époque de « partenariats » et « d'accords privilégiés », l'État français a concédé alors des indépendances de façade, du moins conçues sur mesure pour préserver ses intérêts sur place[1]. La politique d'intégration d'une petite bourgeoisie kanak à la gestion des affaires est du même tonneau et répond au même objectif : maintenir l'essentiel de la mainmise économique et politique de l'impérialisme français sur l'archipel océanien, quitte à donner les miettes du gâteau à une petite élite locale.

Les révolutionnaires communistes de France sont évidemment solidaires des aspirations des classes populaires kanak à mettre fin à la domination coloniale et à changer réellement leurs conditions de vie – qui ne pourront dépendre ni d'un bulletin de vote ni d'un quelconque accord de « partenariat » entre l'État français et des dirigeants indépendantistes. Dans le contexte actuel, le combat peut sembler celui de David contre Goliath. Mais de la Kanaky à la Guadeloupe, en passant par la Guyane et la Réunion, la colère des classes pauvres contre l'impérialisme français se fait entendre. Sur l'archipel kanak, dans les mines et usines, travaillent de nombreux immigrés d'Asie ou du Pacifique, relégués eux aussi au bas de l'échelle sociale. Les ferments de révolte sont nombreux. ■

//

1. Pour une histoire de la Françafrique, nous renvoyons vers ce livre paru récemment aux éditions du Seuil : *L'Empire qui ne veut pas mourir : une histoire de la Françafrique*, sous la direction de Thomas Borrel, Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat, Thomas Deltombe. Retrouvez la critique de ce livre sur notre site.

Migrants morts en mer

La France coupable

26 NOVEMBRE 2021 – PIERRE HÉLELOU



Mercredi 24 novembre, 27 migrants sont morts noyés dans le naufrage du canot sur lequel ils tentaient de se rendre en Angleterre. Si l'ampleur d'un tel drame est nouvelle dans la Manche, ce n'est malheureusement pas la première fois que de telles noyades ont lieu : plus de 300 personnes sont mortes depuis 1999 en essayant de franchir cette frontière. Et combien de milliers en Méditerranée ?

MANCHE

À propos du drame de Calais, Darmanin a son idée : selon lui, *« l'obsession britannique de renvoyer les migrants en France ne doit pas faire perdre de vue le fait que c'est parce qu'ils n'ont pratiquement plus aucune voie légale pour se rendre au Royaume-Uni que ces hommes et ces femmes tentent cette dangereuse traversée »*. Mais, si les migrants en question préfèrent tenter de se rendre en Angleterre où ils ont parfois famille et amis, c'est qu'ils n'ont pas plus de voie légale pour rester et vivre dans cette France qui refuse de les accueillir.

Les migrants à Calais, attendant une opportunité de partir, vivent pourchassés par la police, qui détruit leurs campements et le peu d'affaires qu'il leur reste. Le 7 octobre, l'association Human Rights Watch publiait un rapport[1] sur les migrants de Calais : *« Infliger la détresse : le traitement dégradant des enfants et adultes migrants dans le nord de la France. »* Le rapport décrit les 950 opérations d'expulsion de migrants qui ont eu lieu en 2020 sur la commune de Calais et la façon dont l'État français harcèle et humilie en toute connaissance de cause environ 2 000 adultes et 300 mineurs, espérant les dissuader de rester.

Le 10 novembre, un rapport parlementaire[2] épinglait à nouveau le gouvernement : *« À peine prononcé le mot migrant ou immigré que « Liberté - Égalité - Fraternité » se transforme, par fainéantise ou idéologie, en « peur - indifférence - humiliation et répression ». En matière de respect des personnes,* […] *les engagements de la société française vis-à-vis des étrangers ne sont pas tenus. Pire parfois : ils sont bafoués, avec des conséquences dramatiques.* […] *Même, les droits de l'enfance sont écornés dans notre pays dès qu'il s'agit de ceux des étrangers. »* Un exemple parmi d'autres : *« Que dire de cette maman mise en CRA* [centre de rétention administrative] *à Mayotte, sans son bébé, alors qu'elle l'allaitait tandis que l'enfant, confié à des tiers, s'est trouvé en rupture d'alimentation à un mois ! »* La liste est longue des manquements envers les migrants : aide médicale insuffisante et peu accessible, places d'hébergement en nombre insuffisant, impossibilité de travailler, mineurs abandonnés par les services de l'État au prétexte d'examens osseux, douloureux et tout sauf fiables…

FRONTIÈRE POLONAISE

La détresse des migrants bloqués par la police polonaise à la frontière de la Biélorussie fait écho à celle des migrants de Calais. Loukachenko, le dictateur biélorusse, serait le seul « responsable » des onze migrants morts à cette frontière plus à l'est depuis l'été. Mais la police polonaise ne repousse-t-elle pas avec la même violence adultes et mineurs ? Les droits des deux à trois mille personnes migrantes ne s'effacent-ils pas aux portes de l'Union européenne face aux

considérations politiques, géopolitiques et, surtout, démagogiques de gouvernements prêts à tout pour se défendre d'une prétendue *« crise migratoire »* ?

Déjà, Human Rights Watch dénonçait les *« graves violations des droits humains »* de chaque côté de la frontière et des *« actes de torture »* côté biélorusse.

Mais, cette fois, les dirigeants français ont mis hors de cause leur « partenaire européen », le gouvernement polonais, envers qui Macron a affirmé sa *« solidarité »*. Un mur sera construit, et nul doute qu'un accord financier sera trouvé avec Loukachenko.

MÉDITERRANÉE

En mai de cette année, c'est à Ceuta et Melilla, les enclaves espagnoles sur le territoire marocain héritées de la période coloniale, que huit mille migrants étaient bloqués par une barrière de métal que six cents d'entre eux ont tenté de contourner à la nage.

L'Espagne a critiqué l'attitude marocaine, puis a expulsé, parfois illégalement, le plus de migrants possible, y compris les mineurs isolés. La France avait signé de son côté un accord avec le Maroc pour faciliter l'expulsion de ces mineurs[3] et l'Union européenne a financé la monarchie de Mohammed VI pour que sa frontière ne soit pas franchie.

Le même schéma se répète encore en mer Égée entre la Turquie et la Grèce. En octobre, un naufrage a coûté la vie à quatre garçons, âgés de 3 à 14 ans. Pour le ministre grec des Migrations : *« Les autorités turques doivent faire davantage pour empêcher, au départ, l'exploitation de migrants par des groupes criminels. Jamais ces traversées ne devraient même pouvoir se produire. »* Mais les dirigeants turcs répliquaient alors par une vidéo[4] montrant les garde-côtes grecs essayant de couler un canot de migrants en mer.

Ces tragédies se reproduiront tant que Macron, comme ses prédécesseurs ou le gouvernement français qui lui succédera, se hisseront à la hauteur des Loukachenko, des Mohammed VI et des Erdogan… Ou de ses partenaires européens, qu'ils s'appellent hier Salvini ou aujourd'hui Duda, Johnson et Mitsotákis. ■

1. https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/10/france1021fr_web_0.pdf

2. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cemigrants/l15b4665_rapport-enquete.pdf

3. Le texte de l'accord n'a pas été rendu public : voir https://www.gisti.org/spip.php?article6543

4. https://www.ouest-france.fr/europe/grece/video-de-migrants-attaques-en-mer-par-des-garde-cotes-grecs-ce-que-l-sait-6762430

Les barbelés de la honte et le mur de l'argent

Ils sont près de 3 000 – hommes, femmes et enfants – coincés entre la frontière de la Pologne et de la Biélorussie. Loin d'être prêts à les accueillir, les pays de l'Union européenne demandent à la Pologne de leur servir de protection. Et celle-ci a décidé de construire un nouveau mur de 180 kilomètres de long.

FRONTIÈRES DE SANG ET D'ARGENT

Les populations migrantes dans le monde sont, depuis un siècle, estimées à 3 %. La misère, les guerres et, désormais, le réchauffement climatique en sont les causes premières, dont les origines ne sont jamais loin des profits des multinationales. Mais ce chiffre, contre toute attente étonnamment stable, concerne essentiellement des mouvements au sein des pays du Sud ; seul un tiers va du Sud vers les pays riches.

L'Union européenne, avec ses 447 millions d'habitants, n'est pas envahie par quelques centaines de milliers de migrants. Elle aurait les moyens d'en accueillir bien plus : tous ceux qui fuient la misère et les guerres que nos propres multinationales, nos propres patrons engendrent dans leurs pays pour en piller les richesses.

Depuis 1990, le nombre de kilomètres de frontières n'a cessé de croître et près de 40 000 kilomètres de frontières sont fermés ou en voie de l'être : une cinquantaine de murs dans le monde alors qu'il en existait 19 à la fin de la guerre froide, il y a trois décennies. Les marchandises, les matières premières pillées et les flux financiers circulent librement alors que l'humanité est cisaillée par un labyrinthe de barbelés. Le marché mondial de la haine, drones, robots-chiens, surveillance faciale, murs et gestion privée de camps, représentait 17 milliards d'euros en 2016, et on annonce 53 milliards à l'horizon 2022. Voilà le beau monde qui se fait devant nous.

LES VRAIES FRONTIÈRES… SOCIALES

Les frontières seraient une « protection sociale » ? Quel mensonge ! Ce ne sont pas les migrants qui licencient ou embauchent à des bas salaires, ce ne sont pas eux qui fixent les règles de ce jeu cruel, l'exploitation. Pour l'argent, les marchandises, l'exploitation, il n'y a pas de frontières. La frontière, quant à elle, est sociale, protégée par ses douaniers en cravate, les laquais du patronat qui nous gouvernent.

Les murs de béton et barbelés masquent les murs de l'argent. Les profiteurs de la planète veulent rester maîtres de leurs champs d'exploitation, délimités par leurs frontières à l'intérieur desquelles ils pressurent une masse de travailleurs « choisis » … non sans poursuivre leur exploitation de la terre entière. D'où la nécessité de réaffirmer notre perspective : « Travailleurs de tous les pays, unissons-nous » … par-delà les frontières et en les renversant. ■



▲ ***Convergences révolutionnaires*** **n° 107, Mody, septembre-octobre 2016**

L'écrasante responsabilité des États et de l'Union européenne

26 NOVEMBRE 2021 – JEAN LIEVIN

Après le drame qui vient de se dérouler dans la Manche, Paris et Londres se sont livrés à un concours de déclarations hypocrites. Priti Patel, la ministre britannique de l'Intérieur, a appelé à *« un effort international coordonné pour lutter contre les groupes criminels organisant les traversées illégales de la Manche »*. Macron jure que *« la France ne laissera pas la Manche devenir un cimetière »* et son gouvernement invite les ministres des pays voisins en charge de l'immigration à une rencontre destinée non pas à changer de politique, mais à *« renforcer la coopération policière, judiciaire et humanitaire pour mieux lutter contre les réseaux de passeurs à l'œuvre dans les flux migratoires »*.

Tous sur la même longueur d'onde donc, même si chacun s'est renvoyé la balle : un courrier rendu public de Boris Johnson à Macron ayant vexé ce dernier, Darmanin a décidé au dernier moment d'exclure son homologue britannique de la rencontre. Car leur seul souci est de renforcer leurs frontières, rejeter les migrants d'un pays à l'autre, quitte à ce qu'ils se noient en mer. Si les passeurs sont d'ignobles individus, qui sont les responsables les plus criminels, si ce n'est ceux qui bloquent les frontières et créent la possibilité de ces trafics humains ?

« UNE VÉRITABLE HONTE DOUBLÉE D'UNE PROFONDE HYPOCRISIE »

Plusieurs organisations humanitaires ont rappelé quelques vérités élémentaires. Yann Manzi, co-fondateur d'Utopia 56, une association d'aide aux migrants, n'a pas mâché ses mots : *« Oui, les réseaux de passeurs sont criminels, mais la France et l'Europe sont aussi criminelles, avec tous ces traitements qui poussent ces gens à prendre des risques. »* Il dénonce ensuite la responsabilité de l'État : *« Les passeurs sont incriminés, mais il est évident que toutes les réglementations administratives qui empêchent ces personnes de demander l'asile dans notre pays sont aussi criminelles »*. Et d'ajouter : *« L'Angleterre reste un objectif parce qu'on leur refuse leur titre de séjour en Europe et on les laisse errer sans droit. »*

Côté britannique, Priti Patel fait depuis plusieurs mois preuve d'une imagination débordante pour tenter d'empêcher les migrants de mettre les pieds au Royaume uni. Elle a renforcé les effectifs des garde-côtes, demandé aux pêcheurs de collaborer dans le repérage des embarcations clandestines, évoqué la possibilité de les remorquer de force dans les eaux territoriales françaises au risque

de les faire chavirer, voire d'utiliser des scooters des mers pour leur barrer plus facilement la route. Pour Pierre Henry, le président de France Fraternité, *« la politique menée par la Grande-Bretagne est une véritable honte doublée d'une profonde hypocrisie… Depuis le début de l'année, il y a eu 30 000 tentatives de passage de la France vers la Grande-Bretagne par la Manche. Cette politique de fermeture a pour conséquence d'enchérir le prix du passage, d'enrichir les passeurs et de rendre plus dangereux, évidemment, ce passage. C'est un drame absolu. »*

Le projet de loi du gouvernement conservateur intitulé *« Nationalité et frontières »* prévoit de punir d'une peine allant jusqu'à 10 ans de prison ceux qui aident les migrants. La Grande Bretagne n'est pas la seule à vouloir criminaliser l'assistance aux migrants. La France l'a fait avant elle, l'Italie et la Grèce aussi, suivies avec enthousiasme par la Pologne au nom de l'identité chrétienne de l'Europe. Toutes ont reçu le soutien de Bruxelles.

PRIORITÉ À LA MATRAQUE

Macron a appelé ses partenaires au *« renforcement immédiat des moyens de l'agence Frontex aux frontières extérieures »* de l'Union européenne. Or, en juillet dernier, une équipe de députés européens a rendu public un rapport accablant sur cette agence européenne des garde-frontières l'accusant, preuves à l'appui, de violations des droits humains. Frontex a notamment couvert le refoulement de demandeurs d'asile en mer Égée, une pratique illégale exercée par les garde-côtes grecs, et a collaboré avec les garde-côtes libyens (dont les bâtiments sont fournis par l'Italie) dans les violences à l'encontre de réfugiés tentant de fuir la Libye où ils sont traités comme des chiens.

Dans un rapport publié début novembre, la commission d'enquête parlementaire sur les migrations chiffre à 160 millions d'euros (dont 40 millions versés par la Grande Bretagne) le coût en 2020 de la gestion des migrants sur le littoral de la Manche et de la Mer du Nord : 85 % de la somme ont servi à financer les forces de police et de gendarmerie. Seuls 15 % ont été *« dédiés à la prise en charge sanitaire, sociale ou humanitaire des populations migrantes »*. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

BIENVENUE AUX MIGRANTS

La crise migratoire actuelle sert de révélateur à l'état actuel du monde où les pays dits riches cherchent à se barricader pour tenter d'empêcher l'arrivée, par tous les moyens, de millions d'hommes et de femmes qui fuient la misère, la répression, ou la famine. L'égoïsme capitaliste dans toute sa splendeur ! Pour la classe ouvrière, les migrants ne sont pas des étrangers mais des frères de combat qu'il faut accueillir à bras ouverts et impliquer dans nos luttes pour un monde meilleur où il n'y aura plus ni murs, ni garde-frontières, ni barbelés. ■

Macron maltraite les migrants…

Mais il a des concurrents

27 NOVEMBRE 2021 – P. H.

SURENCHÈRE À DROITE

Depuis plusieurs semaines, les primaires des Républicains ressemblent de plus en plus à un florilège de propositions d'extrême droite. Sujet central : les migrants et le laxisme supposé de l'État à leur égard.

Il y a la version dure, façon Éric Ciotti : *« Stopper l'accueil des migrants »*, en supprimant le regroupement familial et le droit du sol ; ouvrir un *« Guantanamo à la française »*, du nom de ce sinistre camp d'enfermement américain, toujours ouvert vingt ans après les attentats du 11 septembre 2001. Dès 2015, Ciotti n'hésitait pas réclamer des *« opérations militaires »* contre les migrants en mer, avec la possibilité de détruire leurs embarcations.

En face, Valérie Pécresse lui file le train. Selon elle, *« l'immigration a un lien avec le terrorisme et la délinquance »*. Pour *« stopper l'immigration actuelle »*, elle propose de changer la Constitution, de fixer un plafond maximum d'immigration, voté chaque année, avec limite des demandes d'asiles puis expulsions *« sans délai »* des déboutés. Elle a aussi pensé à *« fixer un plafond de non-francophones par classe »*, en ne scolarisant pas les derniers arrivés !

Xavier Bertrand se voulait un rempart contre l'extrême droite dans sa région. D'ailleurs, il pense qu'il n'y aura pas de *« grand remplacement »* … à condition qu'il soit élu, car il mettra fin au *« laxisme »* de Macron. Il se vante d'avoir fermé la jungle de Calais et veut généraliser les opérations de police contre les camps de migrants, tout en supprimant l'accès des migrants à l'aide médicale d'État.



▲ ***Convergences révolutionnaires* nº 121, Mody, septembre-octobre 2018**

Michel Barnier prône, lui, un *« moratoire sur l'immigration »* (trois à cinq ans sans aucune entrée sur le territoire), la fin de l'aide médicale d'État et l'organisation d'un *« référendum sur l'immigration »*. On en redoute la question.

Philippe Juvin aussi approuve un tel *« référendum »*, les quotas annuels, les demandes d'asile hors du territoire… Mais il cultive son originalité de médecin : le recours aux examens osseux pour savoir si un migrant est mineur ou pas. Et, comme il exige en plus la *« rétention administrative fermée de tout mineur isolé »*, il n'y a aura aucun appel possible.

MAIS QUE DIT LA GAUCHE ?

Face à une telle escalade dans l'obscénité, il y a ceux qui accompagnent le mouvement. Manuel Valls, ancien Premier ministre de Hollande, publie une tribune dans *Le Figaro* sous le titre *Immigration, tout repenser à partir de zéro*. Il s'insurge contre ceux qui voudraient faire respecter les droits des migrants, alors que *« des attentats sont aussi commis par des personnes issues de l'immigration qui ont développé une haine de la France »*.

Arnaud Montebourg, lui aussi ex-ministre socialiste, propose de bloquer les transferts d'argent des migrants vers leur famille, tant que les pays d'origine *« refusent de reprendre »* les clandestins expulsés par l'État français. Une mesure si inique que presque toute la gauche a réagi. Zemmour aussi a réagi, mais pour le féliciter cette fois.

Silence d'Hidalgo, qui rappelle pourtant à la télévision son histoire familiale et l'exil depuis l'Espagne dans des conditions terribles.

Dans ce monde des politiciens dits « de gauche » combien de voix s'élèvent pour l'accueil des migrants ? Jadot et les Verts font exception, en demandant que soient accueillis *« ces réfugiés qui sont en train de mourir »*. Même si le candidat écologiste a tenu à se démarquer, sur les antennes de France 2, de son collègue d'EELV, Julien Bayou, qui parlait de régulariser tous les sans-papiers, en précisant qu'il n'était, lui, que pour le *« cas par cas »*.

Beaucoup d'autres ergotent, à l'image de Mélenchon. Interrogé sur France 3, il critique tant l'attitude du gouvernement biélorusse que le gouvernement polonais, puis il demande que personne ne soit abandonné à *« mourir de froid »*, que l'on *« s'occupe d'eux, là où ils se trouvent »*, donc en Biélorussie. Lui qui reprochait à Montebourg *« une erreur cruelle d'interdire les transferts de salaires vers la famille au pays d'origine au nom des mauvaises actions des gouvernements »*, lui qui rappelle que *« deux à trois mille personnes »* ne font pas une crise migratoire, ne va pas jusqu'à accepter de faire entrer les migrants en question sur le territoire français, ou celui de l'Union européenne. *« Au nom des mauvaises actions »* des gouvernements biélorusses et polonais ?

La mort des 27 migrants à Calais pousse Olivier Faure, pour le Parti socialiste, à un sursaut d'humanité (en paroles) : *« Un mort par pays de l'Union européenne, c'est dire la faiblesse de notre capacité d'accueil. »* Mais il ajoute qu'il faudrait permettre *« à ces gens de postuler à l'asile dans des conditions humaines et acceptables »*. Postuler, ce n'est pas accepter. ■

////////////////////////

Qui sauvera l'hôpital ?

8 NOVEMBRE 2021 – ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE L'ÉTINCELLE

En plus de l'enquête du Conseil scientifique Covid-19, faisant état de la situation catastrophique dans les hôpitaux publics – 20 % des lits d'hôpital fermés par manque de personnel soignant – tous les jours des informations alarmantes remontent des établissements de santé : urgences fermées à Laval, Bastia, Saint-Chamond. Même des services pédiatriques ne peuvent plus prendre en charge des enfants en urgence vitale !

LE BULLDOZER MINIMISE SES PROPRES DESTRUCTIONS

Le ministre de la Santé minimise. Il prétend qu'il n'a détruit « que » 5 700 lits en 2020 – un comble en pleine pandémie ! Et il minimise en prétendant que seuls 5 % des lits étaient fermés temporairement alors que tout le contredit. Il se permet même une ironie douteuse en guise d'excuse : « *Nous n'avons pas de personnel caché dans les placards* ». Mais pas question d'embaucher.

Pourtant ce sont bien eux qui ont mené une politique de casse violente de l'hôpital public comme leurs prédécesseurs, qui ont limité le nombre de places dans les écoles d'infirmiers. Déjà sous Hollande (2012-2017), Véran a contribué comme député à toutes les mesures de démolition des hôpitaux publics. Puis, en pleine pandémie, ils ont laissé les soignants se démener sans moyens pour faire face.

Macron, ce mardi soir à la télé, va encore nous parler de Covid, en même temps qu'il commencera à débiter ses futures promesses électorales. Ce n'est pas là qu'on entendra la moindre mesure pour l'hôpital et la santé. D'autant que son premier ministre, Castex, le roi de ces pieds nickelés, a expliqué, de l'hôpital de Marseille où il était en visite, que pour soulager l'hôpital « le mieux est de ne pas tomber malade ». Il fallait y penser…

L'ÉTENDUE DES DÉGÂTS

Avec ce chiffre de 20 % de lits mis hors service, l'ampleur des dégâts a pour une fois retenu l'attention des médias. Il résonne avec la colère venue d'en bas, des soignants comme des malades. Plus de 1 300 élèves infirmiers ont démissionné en cours d'études ces trois dernières années. Sans compter les démissions d'infirmières et autres soignants dont les témoignages désespérés remplissent les colonnes de journaux.

L'hôpital manque aussi de secrétaires, d'assistantes sociales, d'ouvriers, de tous ceux qui assurent le bon fonctionnement d'unités de soins. Les actes médicaux y sont calibrés et tarifés par des bureaucrates fanatiques de rentabilisation capitaliste, alors que le secteur de la santé devrait répondre gratuitement à tous les besoins.

Et les « solutions » des Agences régionales de santé (ARS) aggravent le mal. Le *Canard enchaîné* évoque l'application Hublo, censée faciliter l'organisation des remplacements à l'hôpital pour remédier au nombre gigantesque de postes vacants. Elle incite les salariées les plus mal payées, souvent des mères élevant seules leurs enfants, à multiplier les heures supplémentaires… jusqu'au jour où elles s'écroulent d'épuisement.

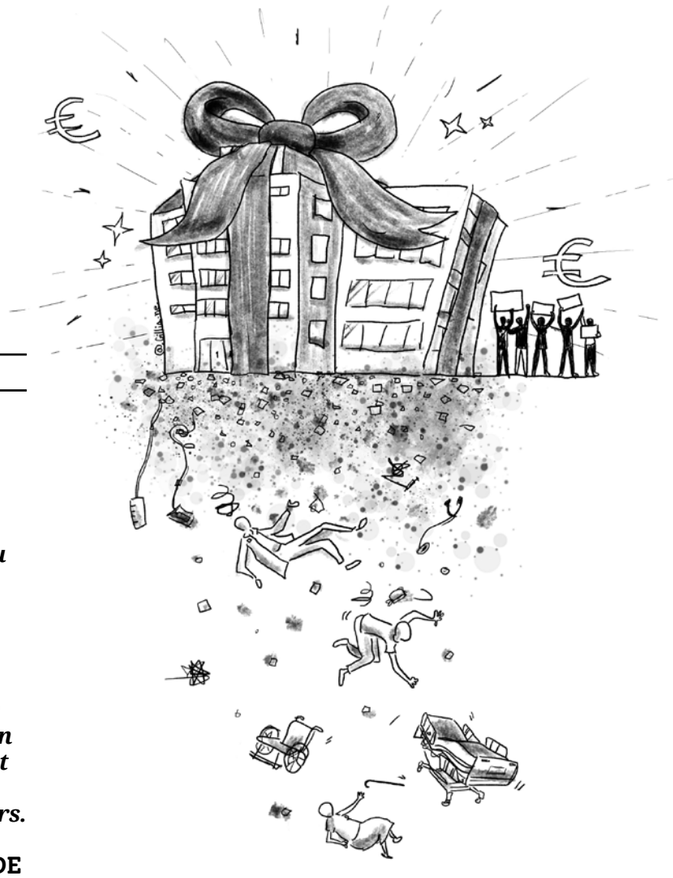
PASSER DU GRAND RAS-LE-BOL À LA RÉVOLTE

La protestation est sourde mais profonde. Les hospitaliers valent mieux que la pénurie de moyens dans laquelle on les contraint à se débattre ; mieux que l'injonction à rester une demi-heure ou une heure de plus en fin de service, forcés à remplacer au pied levé, au nom de la conscience professionnelle ou du dévouement au patient. Et tout cela pour des salaires minables qui aggravent encore le dégoût de cette situation intolérable.

Non, face à une situation qui tourne au scandale national, il va falloir contraindre Macron et ses sous-fifres, responsables de cette pénurie criminelle, à embaucher massivement et à augmenter les salaires des soignants. Des milliers de jeunes sont prêts à exercer un métier essentiel à toute la société à condition de ne pas se tuer au travail et d'avoir une paie digne de ce nom.

Soignants et « patients », nous avons tous bien assez patienté ! Une mobilisation et pas seulement sanitaire mais sociale est urgente pour sauver l'hôpital et notre santé à tous du précipice vers lequel Macron et Véran les dirigent. ■

Véran alpagué lors de sa visite au CHU de Grenoble



14 NOVEMBRE 2021 – JOAN ARNAUD

En visite au CHU de Grenoble, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a été accueilli par plus d'une centaine d'hospitaliers en colère. Conscient de son manque de popularité, y compris dans cet hôpital où il a pourtant exercé avant de devenir ministre, il avait tenu à garder sa visite secrète. Peine perdue, un comité d'accueil l'attendait à son arrivée. Banderoles, slogans, sirènes d'ambulance, le rassemblement a visiblement effrayé le ministre qui n'a même pas osé s'adresser à ses anciens collègues et a préféré rejoindre le bâtiment… par les sous-sols. Il a dû mener son opération de communication sous les huées et les slogans de la foule à l'extérieur. Un signal fort de la colère qui monte chez les hospitaliers.

« DES MILLIONS POUR UN BÂTIMENT, PAS DE LITS POUR LES PATIENTS ! »

Venus de plusieurs centres hospitaliers de la région, différents corps de métiers étaient présents : aides-soignants, infirmiers, médecins, agents administratifs, mais aussi ambulanciers et infirmiers de bloc et anesthésistes respectivement en plein mouvements nationaux de grève. Le ministre venait annoncer de futurs plans d'investissements dans différents établissements hospitaliers mais la réponse des soignants est sans appel : cet argent ne règlera pas le manque criant de personnel. La preuve par Voiron, à quelques kilomètres de là, où les urgences de l'hôpital flambant neuf ouvert à la rentrée ont dû fermer deux nuits en début de semaine, faute de personnel.

« DU FRIC POUR L'HÔPITAL PUBLIC ! »

La tension due au manque de personnel est devenue partout ingérable. Notamment dans les services d'urgences, où les manques de lits dans le reste de l'hôpital se répercute automatiquement, au point de ralentir la prise en charge, voire de créer des situations dramatiques. L'impossibilité d'hospitaliser les patients dans les services après leur passage aux urgences crée une surcharge de travail énorme pour les urgentistes. Pour un service comme celui de Grenoble, c'est au moins 30 patients en plus à gérer en permanence – soit environ un tiers de plus que d'habitude – avec l'angoisse de réussir à maintenir les soins, sous la menace d'une détérioration de leur état de santé.

Les hôpitaux de la région ont d'ailleurs déclenché le « plan blanc », depuis une semaine. Mais ce dispositif de crise, mobilisé ailleurs en France, ne permet que de créer artificiellement des lits en augmentant le ratio de patients par soignant : par exemple, une infirmière, responsable en temps normal de huit patients, aura à en gérer douze. Les conditions de travail s'en trouvent largement aggravées. D'autant que s'ajoute souvent une pression à revenir travailler plus que son service, enchaîner les gardes, etc. Or, de nombreux hospitaliers sont déjà frappés par la fatigue, le burn-out ou le découragement devant la gestion catastrophique de l'hôpital public, qu'ils dénoncent sans cesse depuis des années. La crise de l'hôpital, qui a précédé de loin l'épidémie, n'a fait que s'accroître avec celle-ci. Et le fait que le gouvernement persévère dans sa politique de fermeture de lits en pleine crise sanitaire, ne fait qu'aggraver le scandale.

Au point d'ailleurs que certaines pointures montent au créneau : ce matin, sur *France Info*, le président de la commission médicale d'établissement de l'AP-HP, Rémi Salomon, a qualifié la situation de « catastrophique ». Alertant sur un « effondrement de l'hôpital » imminent, il a multiplié les exemples des conséquences du manque de personnel : lors des épidémies de bronchiolite, des nourrissons envoyés à 200 kilomètres faute de places d'hospitalisation ; les services d'urgence ou blocs opératoires qui ferment ; des greffes refusées ; à Paris, 30 % des lits dans les urgences neurovasculaires fermés, entraînant pour les victimes d'AVC un délai d'attente potentiellement fatal… Déjà une tribune de chefs de service parue dans *Le Monde* la semaine dernière soulignait que, dans ces services, 50 % des postes d'infirmiers ne sont pas pourvus. ▸▸

LE SOUS-EFFECTIF NE TOMBE PAS DU CIEL, C'EST UNE POLITIQUE

La soi-disant pénurie de personnel n'est pas une fatalité, elle est la conséquence immédiate de deux stratégies du gouvernement. D'abord, faire tourner les services avec le moins de personnel possible pour réduire la masse salariale au maximum. Ensuite, surcharger de travail le personnel existant, sans pour autant ne serait-ce que revaloriser son salaire en fonction de l'inflation : le point d'indice est gelé depuis onze ans, ce qui signifie non seulement que les salaires n'augmentent pas, mais que leur valeur diminue par rapport au coût de la vie ! Absence d'embauche et dégradation des conditions de travail et de salaire, il y a en effet de quoi en dégouter plus d'un de rester travailler à l'hôpital public.

Mais alors que le diagnostic des 20 % de lits fermés à l'hôpital s'est enfin imposé dans le débat public, le gouvernement s'est contenté de « diligenter une enquête », niant catégoriquement sa responsabilité et rejetant la faute sur ses prédécesseurs. Pire, dans son allocution mardi dernier, le président a osé se vanter « d'investir dans la santé » et d'avoir augmenté les soignants de 200 à 400 euros en moyenne. Combien d'hospitaliers ont bondi en entendant cela ! Il fait sans doute référence aux 183 euros arrachés après des mois de mobilisations l'année dernière, mais qui n'ont pas été octroyés à des dizaines de professions à l'hôpital. Ou encore, à la récente « revalorisation » des grilles de salaire lâchée par le gouvernement, là aussi seulement pour certains corps de métier… et souvent pour des augmentations ridicules, à hauteur de quatre euros pour certains échelons ! Sans compter que beaucoup n'ont encore rien touché. À l'heure où, par exemple, une infirmière ne touche pour une garde de nuit qu'une prime d'environ 10,70 euros, une augmentation générale des salaires est une urgence vitale. Ce n'est qu'à ce prix que les hôpitaux pourront de nouveau embaucher et rouvrir des lits. ■

TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS (TCL)

Division du réseau, pas des conducteurs !

28 NOVEMBRE 2021 – BASTIEN THOMAS

L'allotissement du réseau lyonnais, c'est-à-dire son découpage en plusieurs lots sur lesquels pourraient se positionner de nouvelles sociétés de transport, approche. Le cabinet de conseil mandaté par le Sytral (syndicat de transport de l'agglomération lyonnaise), doit rendre son avis en décembre et la décision finale tombera en janvier. Les syndicats ont été reçus, en guise de répétition avant que ne commence le grand théâtre des négociations ?

Allotissement territorial[1] ? Allotissement par métiers[2] ? Un peu des deux ? Qui sait… En « off », le Sytral se veut rassurant : il n'y aurait qu'un seul lot pour le bus. On ne se sent pourtant pas obligé de croire les promesses d'hommes politiques.

Des conducteurs craignent avec l'allotissement, de retourner dans les petites boîtes du transport interurbain, où beaucoup ont commencé leur carrière. Planche, Berthelet, Philibert… Ces noms rappellent de mauvais souvenirs… mais, d'abord, elles ne sont sûrement pas en capacité de rivaliser avec les mastodontes du secteur ! Ensuite, Keolis, qui exploite actuellement le réseau, l'exploitant actuel, n'attend pas l'allotissement pour accroître la pression sur les salariés.

UNE CERTITUDE : NE PAS SE LAISSER DIVISER

Car, à ce stade, l'allotissement est le faux nez d'une attaque en règle contre les salaires et les conditions de travail. Certes, les filiales qui vont remporter les appels d'offres sur les différents lots seront tenues de reprendre les salariés de Keolis Lyon à des conditions de salaire analogues à celles qu'ils ont actuellement. Pour garantir ce niveau de rémunération, les patrons du transport ont inventé la « prime différentielle » : elle servira à distinguer, au sein de la nouvelle filiale, les « anciens », qui la toucheront, des « nouveaux » qui ne la toucheront pas et qui seront embauchés aux conditions minimales : salaire de base plus bas et primes supprimées. Ce n'est pas ainsi qu'on va faire disparaître le sous-effectif aux TCL ou dans le transport de voyageurs en général.



Et puis, si la différentielle sanctuarise la rémunération, les patrons peuvent toujours s'en prendre à certains avantages qui n'en font pas partie. Par exemple, les majorations pour ceux qui travaillent les samedis et dimanches pourraient sauter. Ces majorations permettent de générer soit des primes, soit des temps de récupération bienvenus vu la pénibilité du travail.

L'URGENCE DE SE FAIRE ENTENDRE

Les syndicats ont tous hurlé leur opposition de principe à l'allotissement, au nom du service public, des finances du Sytral ou… du patrimoine du CSE (Comité social et économique)[3] ! Dans cette cacophonie, on ne trouve pas grand-monde pour mettre en avant les intérêts des salariés de Keolis Lyon.

Pourtant, ce n'est pas seulement à Lyon que les patrons du transport sont à la manœuvre. La grève des Transdev en région parisienne était justement une réponse à la dégradation de leurs conditions de travail suite au transfert des salariés dans une nouvelle entité. Cette grève a fait tache d'huile, et c'est bien ce qui a fait peur à la direction de Transdev.

Prendre le chemin de la lutte est encore le meilleur moyen de rester soudés face aux projets patronaux. Au mois de septembre, trois jours de grève ont donné l'occasion aux travailleurs du réseau de se regrouper autour de leurs revendications – notamment une augmentation de salaires de 200 €. La priorité des salariés des TCL, tous métiers confondus, c'est d'imposer des revendications unificatrices, quelle que soit l'organisation du réseau ou le patron qui l'exploite. ■

//

1. Sur le modèle de ce qui se fait en Île-de-France, avec des lots regroupant différentes lignes d'une même portion de territoire.

2. Dans cette configuration, il y aurait un lot « Tramway », un lot « Bus », mais aussi un lot « Contrôle », un lot « Agence commerciales », etc.

3. La nouvelle instance de représentation du personnel dans l'entreprise

TRAVAILLEURS DU TRANSPORT DE VOYAGEURS À ORLÉANS :

premier arrêt !

10 NOVEMBRE 2021
SIMON VRIES

L'événement de ce lundi 8 novembre à Orléans a sans conteste été la grève des travailleurs du transport de voyageurs, car les grévistes des différents exploitants de la région (Keolis, RATP Dev et Transdev) ont défilé ensemble dans la rue. Un cortège dynamique et coloré de plus de cent cinquante grévistes a fait le trajet de leurs dépôts en banlieue jusqu'à la cathédrale du centre-ville. Une première journée de grève réussie, qui en appelle d'autres !

UNE COLÈRE QUI VIENT DE LA BASE : « NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS ! »

« *C'est la première fois qu'on fait grève ensemble, Keolis, RATPdev et Transdev. – Cette solidarité et cette manif, ça fait plaisir ! Mais on a des raisons d'être ensemble : on est tous payés au lance-pierre. C'est 1 300 euros net à l'entrée. – Et une ancienneté que tu ne gardes pas si tu changes de boite ! – Moi au bout de dix ans, je suis à 1 800 euros… si je charbonne, je peux monter à 2 000, mais ça veut dire que je ne vois plus mes enfants.* » Il n'y a pas que le salaire qui blesse : « *Le planning vient au dernier moment, on fait des amplitudes de 13 heures-13 heures 30… Après des journées comme ça, je rentre chez moi, je me mets sur le canapé et en cinq minutes il n'y a plus personne. C'est la télé qui me regarde !* » Un autre gréviste ajoute : « *Moi je compte même des amplitudes de 16 heures. D'accord, d'après leur planning, c'est seulement 14 heures. Et attention, 14 heures pour* ››

> « TOUT AUGMENTE, SAUF LES SALAIRES. MÊME EN TRAVAILLANT, LE 2 DU MOIS ON EST DANS LE ROUGE. IL FAUT AUGMENTER LE SMIC À 2 000 € BRUT ! »

être payé 5 ou 6 heures ! Mais quand tu pars de chez toi à 5 heures 30 le matin et que tu rentres à 21 heures 30 le soir, tu peux compter, ça fait 16 heures. »

Les patrons essaient toujours de pousser plus loin le temps de travail, et les salaires plus bas, pour pousser plus hauts leurs profits. Ils veulent aussi jouer sur la flexibilité du travail. « *Mon statut, c'est "polyvalent". Je ne connais pas mon planning sur trois jours. C'est impossible pour s'organiser. Prendre un rendez-vous, comment je pourrais le faire ? Je ne connais pas mes heures à l'avance. – Il y en a marre ! Nos vies valent plus que leurs profits !* » Ce faisant, ils poussent aussi les travailleurs dans la grève. À l'entrée du dépôt ce matin, il y a beaucoup de grévistes pour qui c'est la première. « *Quand j'ai vu les gars arriver petit à petit sur le piquet je me suis dit : "On est tout ça !" Rien que le fait d'être venus tous à cette manif, ça va nous souder pour la suite.* »

DES REVENDICATIONS COMMUNES À TOUS LES CONDUCTEURS

« *On peut faire des semaines qui montent jusqu'à 56 heures de temps de travail effectif, donc sans les coupures ! Avec une limite de 90 heures sur deux semaines. Mais la plupart du temps, pour faire les 35 heures de temps de travail et commencer à toucher les heures sup', il faut déjà 50 heures de présence au boulot.* » Dans ces cinquante heures de présence, il y a des coupures dont l'indemnisation varie. « *Le paiement en pourcentage des coupures, c'est une usine à gaz.* » Beaucoup de grévistes sont impressionnés par le résultat de la grève de Transdev en Île-de-France, qui a obtenu l'indemnisation à 100 % de ces coupures. « *Bravo les gars ! Mais je me demande si ça ne va pas rendre le travail plus intense. Si les patrons doivent payer les coupures, ils vont être tentés de les réduire au maximum.* » La solution pour éviter cette tentation patronale n'est pas loin : il suffit, comme c'était encore le cas avant les appels d'offres à Vaux-le-Pénil en Île-de-France par exemple, que les coupures soient intégrées au temps de travail. Cette revendication qui parle à tous les chauffeurs pourrait être le ciment et l'objectif d'un mouvement d'ensemble.

« *Il faudrait embaucher pour éviter les amplitudes. On pourrait faire deux équipes, une du matin, et une du soir. Mais les patrons préfèrent embaucher des employés de bureau qui vont calculer jusqu'à quel point un seul chauffeur peut étirer sa journée.* » Où on voit que c'est bien une politique des patrons de laisser tant de travailleurs sur le carreau, et d'en surexploiter d'autres. En demandant des embauches, les conducteurs en grève se battent dans le même temps pour leurs conditions de travail et pour l'ensemble du monde du travail.

Les revendications des grévistes d'Orléans ne diffèrent pas de celles des grévistes d'Île-de-France ou d'autres conducteurs dans tout le pays. On peut les résumer à :

– l'intégration des coupures dans le temps de travail ;

– l'intégration des primes dans le salaire ;

– des embauches pour alléger les services et interdire ceux en plusieurs vacations.

« … UN APPEL À CE QU'ON SE RENCONTRE TOUS »

Comment obtenir ces revendications ? Il faut que le mouvement s'élargisse et se coordonne, à l'image de la manifestation qui est partie de la banlieue, et durant laquelle l'unité des conducteurs a été mise en avant : « *Qu'on soit dans l'urbain, l'interurbain ou le tourisme, on est tous concernés. Les patrons se déplorent une pénurie de chauffeurs, mais est-ce qu'ils se demandent pourquoi ? Est-ce que c'est à cause des salaires trop élevés ? Est-ce que c'est à cause de tout le temps libre qu'on a ? Non, il y en a marre ! Tous ensemble !* » Ce tous ensemble renvoyait d'abord ici à la réunion des trois dépôts en grève. Mais plus loin, si on mettait un point rouge sur la carte de France pour chaque grève qui a éclaté dans ce secteur ces deux derniers mois, on pourrait avoir l'impression d'une varicelle.

Et ce qui touche les conducteurs touche aussi l'ensemble des travailleurs. « *Ce qu'il faut à tout le monde, c'est des augmentations de salaire. Tout augmente, sauf les salaires. Même en travaillant, le 2 du mois on est dans le rouge. Il faut augmenter le smic à 2 000 euros brut !* » Un gréviste réagit : « *Soyons réalistes, c'est pas un jour de grève comme ça qui va nous faire passer à 2 000 euros. – Mais si c'était à l'échelle de la France. Si tous les conducteurs de France faisaient grève, en un jour ce serait plié* ! », répond un de ses collègues. Si les patrons sont plus forts, ce n'est pas parce qu'ils sont plus nombreux. C'est qu'ils sont mieux organisés. La solution viendra peut-être d'appels de ce genre : « *On a espoir de pouvoir élargir ce mouvement avec d'autres sites, avec d'autres régions, voire nationalement. Il faut que tous les conducteurs de poids lourds puissent bouger et se faire entendre. C'est un appel à ce qu'on se rencontre tous, qu'on fasse une table ronde par région, et qu'on puisse fédérer un mouvement national.* » ■

LA POSTE

Course à la rentabilité et courriers en retard

25 NOVEMBRE 2021 – JULIEN NITRO ET ALDO BATTAGLIA

Une habitante de Montlhéry (Essonne) a été privée de courrier pendant un mois, avant de recevoir en une fois tout son courrier. Un retard d'autant plus scandaleux qu'atteinte d'un cancer, elle attendait des résultats et des rendez-vous médicaux. La Poste n'a rien trouvé de mieux que d'évoquer « *une nouvelle organisation à la plateforme* […] *qui dessert la commune de Montlhéry* ». Sans blague ! Si les nouvelles organisations posent problème, c'est surtout parce qu'elles traduisent une politique d'augmentation de la productivité au détriment des effectifs et des conditions de travail des facteurs – et, bien évidemment, du service rendu à la population.

UNE « STRATÉGIE » BIEN RODÉE

L'entreprise a supprimé 22 000 postes en trois ans, et 100 000 en vingt ans. À l'échelle des quelque 250 000 employés du groupe La Poste (actuellement moins de 189 000 pour la maison mère), c'est considérable[1]. D'où, sur le terrain, un sous-effectif permanent et des réorganisations – évidemment site par site pour éviter tout mouvement social d'ampleur – qui permettent de réduire le nombre de tournées, donc de postes. Dans le cadre de son « *plan stratégique* » pour 2030, La Poste compte encore accélérer cette politique d'économies au détriment de la population, en donnant la priorité aux colis sur les courriers.

DES SALAIRES EN RETARD

La Poste réalise pourtant des bénéfices conséquents (525 millions net au premier semestre). Il faut dire aussi que c'est l'amour parfait avec le gouvernement, qui lui a octroyé une aide de 500 millions d'euros, renouvelable l'an prochain, et dont le but officiel est de « *ne pas modifier la présence postale* ». Mais pas la peine de se faire d'illusions sur une si vague promesse : bureaux et centres continueront d'être restructurés ou fermés. Voilà, donc, de quoi surtout financer les nouveaux investissements nécessaires à la course à la rentabilité – pardon, au « *plan stratégique* ».

Ce n'est pas aussi beau du côté des salaires des facteurs, qui souvent dépassent à peine le Smic, et que l'entreprise rabote *via* les primes. Elle a pris prétexte de la crise du Covid pour priver ses salariés (à l'exception des hauts cadres !) de prime d'intéressement. Pour un facteur, la prime d'équipe est au présentéisme (elle diminue à partir de deux fois deux jours d'absence), soit une véritable amende sur salaire, les absences incriminées incluant les jours de grève, les maladies non professionnelles (La Poste, dans sa grande générosité, excepte les arrêts pour accident du travail de cette sanction), et même l'isolement pour cas contact !

DES EMBAUCHES À LA TRAÎNE

À la pression sur les salaires s'ajoute celle liée à la précarisation (surtout par le recours aux CDD et à l'intérim, dont les CDI intérim), qui touche plus de 16 % des effectifs selon la CGT, la branche courrier ne recrutant plus en CDI[2]. Dans certains centres, 40 % ou plus des facteurs sont des précaires. Cette précarité ordinaire n'est donc en rien liée à un supplément d'activité : La Poste recrute encore davantage de précaires – 6 000 CDD en cette fin d'année – pour les périodes chargées comme Noël. Ce qui ne doit pas faire oublier les nombreuses entreprises prestataires, filiales ou non du groupe La Poste, qui ne sont pas les dernières en matière de dysfonctionnement ; ni en matière d'exploitation, comme l'ont révélé les récentes grèves de sans-papiers. Citons les sous-traitants de La Poste dans l'Essonne ; ou les travailleurs de Stuart (filiale qui emploie des « auto-entrepreneurs ») qui viennent d'avoir gain de cause quant à leur régularisation – à l'heure où nous écrivons, leur cédéisation est en discussion. La lutte paie mieux que La Poste !

La précarité permet de faire accepter aux salariés des conditions de travail au rabais, ce qui se traduit souvent par la sensation de mal faire le travail. Les facteurs s'exposent, d'ailleurs, à la colère des usagers ; mais les boss, après tout, s'exposent, eux aussi… à la colère des salariés qui, quels que soient les retards de distribution, finira bien par leur arriver à la figure. ■

1. Voir Nicolas Jounin, *Le caché de La Poste : enquête sur l'organisation du travail des facteurs*, et notre article consacré à cet ouvrage : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/Le-cache-de-La-Poste-enquete-sur-l-organisation-du-travail-des-facteurs-de

2. http://www.cgt-fapt.fr/2021/07/une-politique-de-lemploi-tournee-vers-la-precarite/

Notre camarade Mody nous a quittés

Édouard Taubé, qu'on appelait Mody et avait comme nom de plume Gil Lannou, nous a quittés le 13 novembre dernier, terrassé en une semaine par deux AVC. Nous publions ici l'un des nombreux témoignages lors de l'hommage que plus d'une centaine d'amis et de militants lui ont rendu au cimetière du Père-Lachaise, le 23 novembre dernier.



Édouard nous a quittés, bien trop tôt, laissant un grand vide derrière lui. Et beaucoup d'émotion et de tristesse.

Édouard, c'est Mody pour beaucoup d'entre nous, qui l'avons connu à travers son activité militante. Mais sa vie militante se mélange avec sa vie tout court qui fut tout aussi riche.

C'est tout d'abord l'histoire de sa famille qui l'a marqué à vie.

Ses parents, Bella et David, s'étaient rencontrés à Liège en Belgique dans les années 1920. Ils étaient venus y faire leurs études supérieures, à cause des lois qui empêchaient les Juifs d'étudier en Pologne. Sorti avec un diplôme d'ingénieur, son père, David, ne trouve du travail qu'en France, dans l'usine Schneider de Champagne-sur-Seine près de Fontainebleau. Bella le rejoint. Cette émigration forcée les sauvera ensuite de la Shoah. Chez Schneider, David rencontre Vladimir, un ancien officier d'artillerie russe, avec qui il se lie d'amitié. David perd son travail durant la crise des années 1930. Il sympathise avec des militants du Parti communiste français. Avec Bella, ils déménagent un moment à Persan-Beaumont dans le Val-d'Oise, où Édouard nait en 1939.

Survient la guerre. Édouard et sa mère se réfugient dans les Cévennes. Ils sont cachés par des protestants. La petite famille s'agrandit avec la naissance d'Annie. Ils seront plusieurs fois sauvés grâce à l'intervention d'un pasteur ou par celle de policiers français qui faisaient partie de la Résistance, et qui les avertissent quand les milices de Vichy viennent faire des rafles.

Après-guerre, ils retournent à Champagne chez Vladimir que toute la famille appellera « Diadia », ce qui veut dire oncle en russe, alors que son père David se sépare de Bella. Ils vivront des moments heureux avec Diadia. Ce qui vaudra à Édouard d'être traité de Russe à l'école communale. Diadia avait combattu en 1914 dans l'armée du tsar, puis contre les bolcheviks dans l'armée de Dénikine, avant de fuir la Russie en 1921 et de débarquer par hasard en Corse. La mère d'Édouard, Bella, a des sympathies socialistes, pour le Bund, l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie. Mais aussi pour Rosa Luxembourg ou Trotski qui étaient juifs. La famille de Diadia, qui était restée en Russie, avait ensuite été décimée par Staline. Bella et David, quant à eux, découvrent que pratiquement toute leur famille restée en Pologne est morte : Isaac, Donia, Elias… Les uns à Auschwitz, les autres d'épuisement dans le ghetto de Lodz.

Entre un beau-père russe blanc, une mère socialiste, un père communiste, des policiers et des protestants français qui le sauvent des griffes des nazis, Édouard comprend vite que le monde est complexe. Et que les idées et les gens, c'est différent. La mère d'Édouard lui transmet son goût des idées. À la maison, ils parlent de tout : politique, science, littérature… Bella a une grande culture. Elle parle plusieurs langues dont le yiddish ou l'espéranto. Les enfants sont sommés d'avoir une opinion sur toutes sortes de sujets, et des arguments pour les défendre. Le jeune Édouard dévore les livres.

Mody dira plus tard : *« Ma mère m'a appris que dans la vie il ne suffit pas d'apprendre. Il faut comprendre et plus que comprendre, avoir un jugement, prendre position, argumenter. L'érudition n'est pas la clé du savoir. C'est une impasse. L'important n'est pas d'avoir de bonnes réponses mais de se poser les bonnes questions. Faire des choix pour agir. S'engager. Transmettre aux autres pour échanger. Se remettre en question pour avancer. »*

Car le jeune Édouard est aussi révolté par le monde qu'il découvre : le génocide juif, le stalinisme, la misère, les gens qui meurent de faim, les guerres coloniales… Après le lycée à Fontainebleau, il entre à Sciences Po à la Sorbonne en 1959. Il y croise Giscard d'Estaing, Raymond Barre ou encore les fils Thorez. Il lit, devient marxiste.

DE SOCIALISME OU BARBARIE À LUTTE OUVRIÈRE

Édouard participe à toutes les manifs contre la guerre d'Algérie, comme celle de Charonne en 1962, ou aux côtés du photographe Élie Kagan avec qui il devient ami. Il est témoin de la répression des Algériens le 17 octobre 1961 à Paris. Il adhère alors au groupe Socialisme ou barbarie de Castoriadis, né d'une scission avec le Parti communiste internationaliste, la section française de la Quatrième Internationale. Il participe aux débats et aux activités d'une joyeuse bande d'intellectuels engagés. Comme le catalan Alberto Maso March, dit Vega, qui publie un mensuel, Pouvoir ouvrier, en direction d'entreprises comme Renault ou Chausson. Vega était un ancien militant du Poum réfugié en France, et qui s'était échappé du camp de concentration d'Argelès-sur-Mer dans les Pyrénées-Orientales.

La fin de la guerre d'Algérie marque l'heure des recompositions et des choix. Socialisme ou barbarie éclate en 1963. Édouard tente de maintenir le drapeau du marxisme révolutionnaire avec quelques militants dans une éphémère « Ligue communiste révolutionnaire » durant un an. Il a des échanges avec Guy Debord de l'Internationale situationniste. En mars 1963, il passe un mois avec les mineurs en grève du nord de la France.

Et en 1964, Édouard adhère, avec quatre de ses camarades, à Voix ouvrière, qui deviendra plus tard Lutte ouvrière, convaincu de l'importance de s'implanter dans la classe ouvrière. Il devient trotskiste, notamment grâce à des discussions avec notre camarade Illy (Jacques Morand). Il est organisé avec Pierre Bois, à qui il fait raconter de nombreuses fois la grève de Renault Billancourt de 1947, dont il fut un des principaux animateurs et organisateurs. Devenu Mody, il mène un travail d'implantation des idées communistes révolutionnaires parmi les travailleurs, notamment ceux de Citroën, qu'il suivra toute sa vie. À l'usine Panhard, porte de Choisy, il se lie avec des ouvriers kabyles, des anciens du FLN, et un prêtre ouvrier. En 1969, il découvre qu'un jeune militant maoïste a décidé de s'y établir. Il s'appelle Robert Linhart. En 1968, il n'hésite pas à se mettre en tête des manifestations tant il a la rage. En 1973, il suit le transfert des ateliers de la porte de Choisy sur le site de Citroën Saint-Ouen. Plus tard, en 1982, il se précipite devant l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois, qui vient de se mettre en grève. Il partagera durant 31 ans les luttes et les résistances des ouvriers d'Aulnay jusqu'à la fermeture de l'usine en 2013.

PRENDRE CE QU'IL Y A DE MEILLEUR CHEZ LES GENS

Pendant ce temps, Mody ne cessera pas de recruter parmi les jeunes et les moins jeunes. Il continuera de lire, de se poser des questions et d'essayer d'y trouver des réponses, notamment sur la question juive et palestinienne. Face au nationalisme palestinien et au sionisme, Mody est convaincu que seul un État binational socialiste des travailleurs de Palestine donnerait aux luttes des Palestiniens et des Juifs une perspective, où chaque peuple trouverait sa place.

Formé dès l'enfance à se faire une opinion par lui-même, Mody a une grande indépendance d'esprit. Cela lui jouera des tours dans les organisations politiques qu'il a pourtant largement contribué à construire. Car ces organisations sont nécessaires pour changer le monde. Il fit partie de la poignée de camarades à l'origine des discussions sur l'évolution de l'URSS en 1989 dans Lutte ouvrière, qui devaient mener à la constitution de la Fraction l'Étincelle.

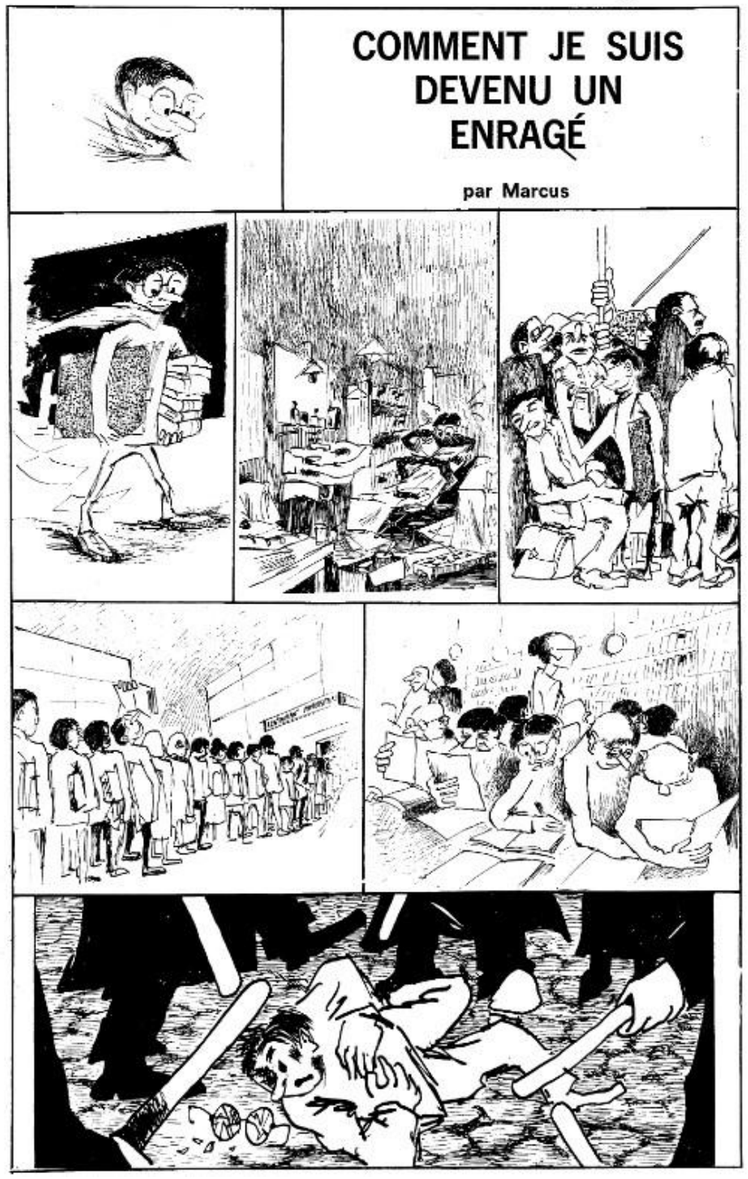
Mody était quelqu'un d'exceptionnel. Ce n'était pas qu'un dessinateur, rôle qu'il tenait certes avec talent, mais auquel on le reléguait trop souvent, ce qui l'énervait beaucoup. Il avait une capacité de travail énorme, une mémoire phénoménale, une curiosité pour tout ce qui touche à l'humanité. D'où sa grande culture. Mais il ne cherchait pas à l'étaler pour briller. Son objectif était de transmettre, de former des militants communistes capables de réfléchir et de s'orienter dans un monde qui change. Il retenait toujours un trait saillant de quelqu'un, en général ce qu'il avait perçu de meilleur chez la personne. C'est la façon qu'il avait de voir le monde, prendre ce qu'il y a de meilleur et garder espoir. Sa pensée ressemblait à ses dessins, une ligne nette et du contraste. Ses raisonnements commençaient par quelques faits. Deux ou trois, pas plus. Qu'il reliait très simplement, jamais de fioritures. Puis il en venait au point qu'il voulait défendre. Toujours très simple, très souvent original et tapant juste.

Mody était un militant communiste révolutionnaire au sens le plus noble du terme. Et une belle personne. Il restera toujours dans nos mémoires et dans nos cœurs. ■

1968 – 2021

L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET MILITANTE VUE PAR MARCUS (ALIAS MODY)

(Quelques dessins extraits du journal *Lutte ouvrière* puis *Convergences révolutionnaires*)



Mai 68



























T'inquiète pas Edouard, on y arrivera



Élections législatives en Argentine : défaite du péronisme et percée de l'extrême gauche

15 NOVEMBRE 2021 – SABINE BELTRAND

Le 14 novembre ont eu lieu en Argentine les élections législatives pour renouveler la moitié de la Chambre des députés, les sénateurs d'un tiers des provinces, la moitié des législateurs provinciaux (dans la moitié des provinces) ainsi que les conseillers municipaux de nombreuses communes à travers le pays, notamment les 135 municipalités de la province de Buenos Aires.

Retour sur quelques éléments saillants d'une élection marquée par la défaite de la coalition au pouvoir et une colère populaire qui s'est incarnée en partie dans les listes menées par l'extrême gauche trotskiste, qui réalise une percée importante.

UNE CLAQUE QUI VIENT SANCTIONNER LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT DU GOUVERNEMENT

La coalition gouvernementale de « centre gauche », péroniste[1] (*Frente de Todos*, le « Front de tous ») subit une large défaite à l'échelle nationale, en ne recueillant que 33,83 % des suffrages. Elle recule à la Chambre des députés mais s'y maintient comme première minorité, tandis qu'elle perd, pour la première fois depuis la fin de la dictature en 1983, sa majorité au Sénat.

La coalition de droite, *Juntos por el Cambio* (Ensemble pour le changement[2]), bénéficie largement de l'effondrement des péronistes (avec un écart de plus de huit points), mais n'atteint cependant pas son niveau de 2019 et encore moins celui de 2015 en nombre de voix.

Ces résultats sont une véritable claque pour la coalition au pouvoir et ne peuvent qu'annoncer une crise gouvernementale majeure.

La défaite était déjà annoncée[3]. Les mauvais résultats des PASO (Primaires ouvertes, simultanées et obligatoires), couplés à une abstention importante (66 % de participation, alors que le vote est en principe obligatoire) en particulier dans des milieux populaires qui votaient habituellement pour les candidats péronistes, venaient déjà sanctionner une politique d'ajustement budgétaire aux conséquences catastrophiques pour la population, qui subit de plein fouet l'augmentation de la pauvreté (40 % de pauvres, 70 % des enfants en situation de pauvreté dans le Grand Buenos Aires) et une inflation galopante (51 % sur l'année) que les salaires ne rattrapent pas. Sanction aussi de la gestion gouvernementale de la pandémie qui a fait 116 000 morts en Argentine et précipité dans la misère les millions de personnes vivant de l'économie informelle, tandis que le président Fernández se faisait attraper à organiser des fêtes d'anniversaire dans la résidence présidentielle, en plein confinement.

LA CAMPAGNE DYNAMIQUE DE L'EXTRÊME GAUCHE EN DIRECTION DES TRAVAILLEURS ET DES SECTEURS POPULAIRES

La bonne nouvelle de ces élections vient évidemment des résultats importants et sans précédent de l'extrême gauche révolutionnaire. Avec 6,16 % à l'échelle nationale, mais surtout 1,4 million de votes (dont plus d'un demi-million pour la province de Buenos Aires), le Front de gauche et des travailleurs - Unité[4] (FIT-U) s'impose comme la troisième force politique[5].

Il obtient ainsi quatre députés au Congrès, renouvelant non seulement les deux sièges obtenus en 2017 pour la province de Buenos Aires, mais obtenant pour la première fois un siège pour la ville autonome de Buenos Aires, ainsi qu'un siège pour la province de Jujuy.

Les révolutionnaires obtiennent également des législateurs provinciaux pour la ville et pour la province de Buenos Aires. Autant d'élus qui laisseront leurs places à d'autres en cours de mandat, selon un système complexe de rotation établi au sein du FIT-U pour respecter un certain équilibre entre ses différentes composantes.

Fait notoire de ces élections à plus petite échelle mais non moins significatif : pour la première fois, le FIT-U fait entrer une dizaine de conseillers municipaux dans plusieurs villes ouvrières du Grand Buenos Aires, fiefs du péronisme, ainsi qu'à Coronel Pringles dans le sud de la province de Buenos Aires. Un petit exploit, alors que les seuils d'entrée dans ces conseils municipaux se situent autour de 8 ou 9 %, qui exprime un travail patient d'implantation, notamment de la part du Parti ouvrier par le biais de son intervention dans les secteurs précarisés et privés d'emploi.

Les résultats de l'extrême gauche, particulièrement saillants dans les quartiers populaires et ouvriers, montrent que le FIT-U a su capter une partie de la colère populaire par les perspectives qu'il a mises en avant : l'augmentation générale des salaires et des pensions, la répartition du travail entre tous, le refus de la politique d'ajustement et de l'accord avec le FMI, le non-paiement de la dette, etc. Les révolutionnaires ont ainsi capté une partie du vote habituellement acquis au péronisme, sur la base d'un mécontentement important dans la population.

Ce n'est pas la première fois que l'extrême gauche argentine obtient des députés à l'échelle nationale et provinciale, qui tâchent d'être une tribune pour porter les revendications des travailleurs et appuyer les luttes à l'intérieur des institutions. Mais le résultat de ces élections, avec une progression au Congrès et cet ancrage nouveau dans la banlieue ouvrière de Buenos Aires, sur le terrain même du péronisme, peut marquer un saut qualitatif… et pose évidemment de nouveaux défis en termes d'implantation, de structuration et de formation, qui plus est dans le contexte d'instabilité politique qui pourrait bien s'ouvrir.

L'EXTRÊME DROITE À LA SAUCE TRUMP ET BOLSONARO PROGRESSE

Si la percée des révolutionnaires s'est faite en partie au détriment des partis traditionnels de gouvernement, il est un autre secteur qui se démarque dans ces élections : une extrême droite ultra-libérale ou « libertarienne », incarnée, notamment, dans la capitale, par le sulfureux Javier Milei (17,04 % – deux députés et cinq législateurs) et dans la province de Buenos Aires par José Luis Espert (7,51 % – trois députés et trois législateurs), où elle se place comme troisième force politique à l'échelle régionale après une campagne menée essentiellement sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Surfant sur un certain rejet du système politique et du gouvernement, Javier Milei a réussi à canaliser, à droite, une partie du mécontentement en se présentant contre la « caste politique », et en prônant la « liberté » (à l'instar d'autres courants de droite et d'extrême droite en ces temps de pandémie). Dans ses meetings et parmi ses soutiens, on trouvait également un grand nombre d'admirateurs de Trump ou de Bolsonaro, mais aussi des militaires.

José Luis Espert a lui aussi passé toute la campagne à essayer de faire passer pour « anti-système » les vieilles recettes libérales : réformer le Code du travail, limiter le droit de grève, supprimer les aides sociales et baisser les impôts, liquider le statut des enseignants, etc.

L'influence croissante de cette frange libérale réactionnaire n'est certainement pas une bonne nouvelle pour la classe ouvrière argentine. Le phénomène semble pour l'instant circonscrit à Buenos Aires et sa province, mais l'entrée de Milei et Espert au Congrès pourrait bien leur donner une tribune plus importante. Et s'ils passent leur temps à dénoncer « la caste », ils prennent soin d'en exclure les figures de l'opposition de droite, tels Mauricio Macri ou Patricia Bullrich, avec qui ils espèrent bien nouer quelques alliances à l'avenir.

UN AVENIR INCERTAIN

Le soir même des élections, le président Alberto Fernández a tenu à annoncer la couleur pour la suite de son mandat : on ne change rien ! Au contraire, il annonce la présentation prochaine au Congrès d'un « programme économique pluriannuel » dans le cadre des négociations avec le FMI, en appelant au « patriotisme » de l'opposition de droite pour le soutenir dans cette étape. Depuis début 2020, ce sont 12,4 milliards de dollars qui sont partis pour rembourser les intérêts ››

d'une dette qui ne cesse d'augmenter, plaçant le pays dans une situation de banqueroute et dans un cercle vicieux d'endettement.

Les péronistes au pouvoir s'appuient sur les appareils syndicaux bureaucratiques pour faire accepter à la population et aux travailleurs les mesures d'ajustement nécessaires pour continuer à payer la dette. Ainsi mercredi 17 novembre[6] les dirigeants de la CGT argentine appellent-ils leur base à descendre dans la rue pour soutenir le gouvernement.

Au sortir des élections, le panorama est incertain, avec un gouvernement qui dépend des faveurs de l'opposition pour mener à bien les négociations qu'il souhaite avec le FMI, le tout dans un contexte de crise économique et sur fond de situation sociale critique. Reste à savoir à quel point la défaite électorale des péronistes affectera aussi sa capacité à imposer ou non ses attaques anti-ouvrières destinées à financer la dette et les capitalistes. Vingt ans après *l'Argentinazo* l'explosion populaire de 2001 qui avait fait démissionner le président et trembler la bourgeoisie, les raisons ne manquent pas pour que s'exprime à nouveau la profonde colère des classes exploitées. ■

1. De Juan Domingo Perón, qui fut Président de juin 1946 à septembre 1955, puis d'octobre 1973 à juillet 1974 après une période d'exil. Courant nationaliste bourgeois avec un ancrage populaire important, notamment par le biais syndical.

2. La coalition *Juntos por el Cambio* réunit plusieurs tendances plus ou moins libérales ou conservatrices, nationalistes, mais aussi des secteurs issus du radicalisme, de la démocratie chrétienne, du péronisme et de la social-démocratie.

3. Voir l'article sur le site de Convergences révolutionnaires du 19 septembre 2021, intitulé *Les élections en Argentine ouvrent une crise politique gouvernementale et de nouveaux défis pour les révolutionnaires*.

4. Le Front de gauche et des travailleurs (FIT-U) regroupe depuis 2010 trois, puis quatre organisations trotskistes : le Parti des travailleurs socialistes (PTS, lié au Courant communiste révolutionnaire-Révolution permanente en France), le Parti ouvrier (PO), la Gauche socialiste (IS) et le Mouvement socialiste des travailleurs (MST).

5. 6,83 % dans la province de Buenos Aires, de loin la plus peuplée ; 7,77 % pour la ville autonome de Buenos Aires ; 25,08 % dans la province de Jujuy, quasiment à égalité avec le Frente de Todos ; 7,04 % dans la province de Santa Cruz, fief de la famille Kirchner, auxquels il faut ajouter les 2,08 % du Nuevo MAS ; 8,19 % dans la province de Neuquén.

6. À l'occasion de la « Journée des militants » instituée pour l'anniversaire du retour de Perón en 1972 après 17 ans d'exil, rappelé par la bourgeoisie pour tenter de contenir la remontée des luttes populaires, une ultime étape avant le coup d'État militaire de 1976.

Non à la condamnation de Daniel Ruiz et César Arakaki !

S.B.

Lundi 8 novembre, la justice argentine a condamné Daniel Ruiz et César Arakaki à trois ans, et trois ans et quatre mois de prison respectivement, pour leur participation aux manifestations des 14 et 18 décembre 2017 contre la réforme des retraites de Mauricio Macri. Ce 18 décembre, plus de 300 000 personnes s'étaient mobilisées, malgré la répression des jours précédents, pour dénoncer les attaques anti-ouvrières du gouvernement. Les affrontements avec la police avaient fait de nombreux blessés, et la droite dénonçait la violence des manifestants qui auraient jeté « quatorze tonnes de pierres » contre le Congrès. Mais le gouvernement avait bien été obligé de retirer sa réforme.

Daniel Ruiz, militant du PSTU (LIT-CI) et César Arakaki, acteur et militant du Parti ouvrier, ont fait partie des dizaines de manifestants arrêtés ce jour-là. Le policier qui les avait dénoncés a depuis retiré sa plainte, face aux preuves vidéos explicites montrant que les violences dont il accusait Daniel et César étaient infondées. Pourtant la justice s'acharne contre ces militants, et contre un autre militant du PSTU, Sebastián Romero, actuellement emprisonné à domicile.

Ces condamnations, édictées à une semaine à peine des élections, sont un message politique qui vise à criminaliser la contestation sociale.

Les deux camarades vont faire appel et sortent libres du tribunal. Mais au-delà de la dénonciation de ce jugement abject, c'est la lutte contre toutes les réformes anti-ouvrières engagées par le gouvernement « de centre-gauche », ou exigées par la bourgeoisie et le FMI à laquelle ils appellent à continuer ! ■

Un aperçu de la campagne des révolutionnaires, d'un bout à l'autre du Grand Buenos Aires

17 NOVEMBRE 2021 – S.B.

Pendant cette campagne, militants et candidats des différentes composantes du FIT-U ont sillonné le pays à la rencontre des travailleurs et des habitants des quartiers populaires. Journal de bord des derniers jours de la campagne passés auprès de militants du Parti ouvrier.

« Quel dommage, tu as raté le meeting ! » C'est un peu le leitmotiv depuis mon arrivée. Il faut dire qu'un meeting de 33 000 personnes, organisé par une organisation trotskiste sur la symbolique *Plaza de Mayo* de Buenos Aires, ça n'arrive pas tous les jours. Le PO a réussi ce tour de force le 30 octobre dernier.

JEUDI 4 : Direction Llavallol, au sud de Buenos Aires, pour une « diff » devant l'usine de pneus Bridgestone. Les camarades de la « liste noire » du SUTNA, qui viennent de remporter les élections syndicales en « récupérant » la section des mains de la bureaucratie péroniste, sont là aussi avec un tract. L'accueil est bon.

SAMEDI 6 : Ma journée commence du côté de San Martín, au nord-ouest de Buenos Aires. Une activité de campagne bien classique a priori… si elle n'avait pas été quelque peu perturbée par les provocations physiques de militants du *Frente de Todos*.

Quelques altercations plus tard, nous filons vers José C Paz, à une trentaine de kilomètres plus au nord-ouest. Après un passage éclair sur une foire pour saluer le PTS qui tient un stand avec Nicolás del Caño, direction le centre-ville, où les militants locaux du PO et du *Polo Obrero* ont monté une petite scène au milieu d'une rue, et où 600 habitants sont déjà massés.

Retour à Buenos Aires, où la Marche des fiertés s'élance de la place de Mai avec 300 000 personnes. Dans le cortège du PO, les enceintes crachent en alternance de la musique à la mode et des slogans.

DIMANCHE 7 : Dans la *Villa 20*, l'un des principaux bidonvilles de Buenos Aires, on inaugure deux nouveaux locaux du *Polo Obrero*. Dans une ambiance joyeuse, un cortège d'une centaine d'habitants (en grande majorité des femmes) circule entre les deux nouveaux locaux, au rythme de la *comparsa*.

Ambiance moins populaire l'après-midi dans un parc du centre de Buenos Aires, où des journalistes « influenceuses » féministes ont convoqué une assemblée et font intervenir quelques figures des mobilisations féministes pour soutenir la campagne du FIT-U et la candidature de Myriam Bregman à Buenos Aires.

LUNDI 8 : Sous un soleil de plomb, plusieurs centaines de camarades du PO, du *Polo*, mais aussi du mouvement piquetero Teresa Rodríguez, du PSTU ou de IS sont massés devant le tribunal Comodoro Py, les yeux rivés vers un écran géant qui retransmet en direct le procès de César Arakaki et Daniel Ruiz. Lorsque la sentence tombe, une clameur monte : *« A Ruiz y Arakaki los vamos a liberar con piquetes y la huelga general !*[1] *»*

MARDI 9 : c'est à San Fernando que se rendent aujourd'hui Romina del Plá et Néstor Pitrola, à l'usine de pneu Fate. Comme à Bridgestone quelques jours plus tôt, l'accueil est très bon et les marques de soutien sont nombreuses de la part des ouvriers. À Fate, le courant « classiste » a repris la direction du syndicat depuis bientôt quinze ans.

MERCREDI 10 : Devant le Congrès, ce soir, c'est le meeting de fin de campagne du FIT-U. Un meeting commun, pour clôturer une campagne où les activités communes entre les différentes composantes du FIT-U auront été finalement peu nombreuses.

JEUDI 11 : La journée du jeudi est encore l'occasion d'une multitude de « caravanes » et de meetings locaux comme à Merlo, La Matanza ou Moreno où une vingtaine de voitures, camions, escortés de quelques motos, parcourent les rues principales de la ville pour finir sur la place centrale de Moreno où il y a bien maintenant 400 personnes.

VENDREDI 12 : Au petit matin, militants et sympathisants organisent depuis chaque local de quartier un dernier collage d'affiches : la campagne doit se terminer à huit heures et il faut la mener jusqu'au bout !

SAMEDI 13 : Plus d'activités publiques. Il s'agit de réunir les sympathisants qui ont accepté de prêter main forte pour le contrôle des élections. Dans les bastions péronistes de la province de Buenos Aires notamment, il va falloir être attentifs pour garantir la présence des bulletins de vote dans les bureaux tout au long de la journée, mais aussi s'assurer que chaque vote pour le FIT-U sera bien comptabilisé.

DIMANCHE 14 : Après une longue journée à contrôler les élections, les militants de la capitale ont rendez-vous au « Bunker » du FIT-U, situé dans un hôtel du centre-ville. À l'intérieur, plusieurs équipes s'activent derrière leurs écrans d'ordinateur pour compiler les résultats que les *fiscales* font remonter des bureaux de vote, tandis que d'autres suivent les différentes chaînes de télévision qui pourraient commencer à livrer des résultats officiels. Les journalistes sont là, en nombre.

À l'extérieur, la foule des militants grossit peu à peu, entonnant des chants les uns après les autres. Deux ambiances, mais qui s'unissent dans un même chant quand les premiers résultats tombent : *« Frente de izquierda/patrones a la mierda !*[2] *»*. ■

La version complète de cet article peut être lue sur notre site.

1. « On va libérer Ruiz et Arakaki par des piquets et la grève générale »

2. « Front de gauche / patrons allez vous faire foutre ! »

Le capitalisme n'est pas recyclable : enfouissons-le dans les poubelles de l'histoire !

8 NOVEMBRE 2021 – ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE L'ÉTINCELLE

De nombreuses manifestations se sont déroulées ces derniers jours en marge de la COP26 qui se tient à Glasgow en Écosse, dénonçant l'inaction des dirigeants et appelant au changement, celui d'un système capitaliste responsable de la crise climatique. Pas un État n'a tenu ses engagements – déjà bien faibles ! – pris aux précédentes, notamment à la COP21 d'il y a six ans dont on nous vantait tant les mérites. Alors que la planète, elle, continue de brûler.

QUI SONT LES COUPABLES ?

Qui pollue le plus ? Selon une étude, cette année 17 % du CO2 ont été émis par les 1 % les plus riches de la planète. Qui triche sur les logiciels anti-polluants, le fameux *dieselgate* ? Les grands constructeurs automobiles, dont Renault et Peugeot.

Qui a longtemps nié l'existence du réchauffement climatique malgré les preuves scientifiques ? Les multinationales du pétrole.

Le capitalisme, productiviste par nature, en course infernale aux profits, exploite et épuise à la fois les travailleurs et la nature, a inventé l'obsolescence programmée et va jusqu'à détruire des produits s'ils n'ont pas trouvé d'acheteurs.

UNE INCURIE « TOTAL »

Les politiciens et gouvernants appuient tous ces grands groupes les plus polluants. Quand ils n'en sont pas eux-mêmes les patrons, comme ce sénateur démocrate américain Joe Manchin, surnommé le « roi du charbon », qui vient de mettre en échec l'adoption du timide plan « Climat et social » de Joe Biden qui l'aurait gêné. Certains des plus grands pollueurs se retrouvent parmi les « sponsors » de la COP ! Et Total avec ses projets de forages pétroliers en Ouganda, mettant en danger cette région de lacs, est soutenu par Macron.

Chaque COP accouche d'une souris, chaque État défend, ses « champions nationaux », sa prétendue souveraineté énergétique, sur le dos et la santé des autres, comme si nous ne vivions pas sur une même planète !

LE « BLABLABLA » DES SOLUTIONS VERTES

Les politiciens bourgeois rivalisent de prétendues « solutions » pour résoudre la crise climatique. Elles consistent à prendre des milliards d'euros dans les caisses étatiques – nos impôts – pour subventionner les profits du grand capital et vendre telle ou telle technologie soi-disant miracle : hydrogène, voiture électrique, séquestration du carbone, etc. Mais à chaque fois, c'est bel et bien l'extraction du profit qui oriente ces solutions. Jadot a promis 25 milliards de subventions aux patrons, Macron 30 milliards, qui dit mieux ?

Leurs « solutions » passent aussi par des hausses des prix de l'énergie, déjà trop élevés. Sous prétexte de transition énergétique, Renault a supprimé près de 15 000 postes dans le monde en moins de deux ans.

Les premiers engagements de la COP26 sont dérisoires, comme l'arrêt des déforestations… en 2030 seulement alors que la destruction des forêts s'accélère ces dernières années.

L'URGENCE D'EN FINIR AVEC CE SYSTÈME

Alors oui, il y a urgence. Celle de contester au grand patronat son pouvoir de décision et d'organisation de la production. Ce sont les travailleurs de ce monde, ou ceux en devenir, qui sont le mieux à même de le faire : parce qu'ils sont des milliards, et à des postes clés d'une production qu'ils peuvent contrôler, selon les besoins de la population et protégeant son environnement.

Il y a urgence d'en finir avec le capitalisme, ce système économique mortifère pour la nature et nos vies. D'instaurer une société où l'on vivrait beaucoup mieux en travaillant beaucoup moins, une société où l'on se partagerait le temps de travail nécessaire et réorganiserait la production. Une société où l'on ferait disparaitre les activités et industries nuisibles ou inutiles, comme la production d'armes ou les mille marques pour le même dentifrice, où on lancerait d'immenses chantiers, dans les transports en commun, dans l'éducation ou dans la recherche et le développement d'énergies vraiment vertes.

Tout cela, aucune COP ne le permettra : la jeunesse et le monde du travail ne pourront compter que sur leurs propres mobilisations. ■

Italie : guerre aux pauvres

6 NOVEMBRE 2021
THIERRY FLAMAND

Le 3 novembre, la gendarmerie italienne a convoqué une conférence de presse pour présenter les résultats des contrôles effectués concernant les bénéficiaires du « revenu de citoyenneté ». Présenté comme une aide à la population la plus pauvre, ce revenu instauré en janvier 2019 était la mesure phare mise en avant par le Mouvement 5 étoiles, qui lui avait valu un succès aux élections de 2018, particulièrement dans le Sud, où le taux de chômage est le plus élevé.

Depuis le début de l'année, sur les près de 6 millions de personnes vivant dans un état de « pauvreté absolue », selon les statistiques officielles, 3,8 millions (soit 1,7 million de familles) ont bénéficié d'un revenu de citoyenneté, d'en moyenne 577 euros mensuels (le montant maximum étant fixé à 780 euros). Les contrôles de la gendarmerie ont concerné 156 822 personnes, parmi lesquelles 9 247 ont été considérées comme « fraudeurs » et devront rendre des comptes à la justice. Quelques cas d'abus flagrants ont, bien sûr, été montés en épingle par la presse : untel a perçu le revenu de citoyenneté alors qu'il roule en Ferrari, un autre est un mafieux notoire… Mais souvent ceux que l'on n'hésite pas à qualifier de fraudeurs, voire de délinquants, sont des miséreux qui ne remplissaient pas complètement les règles imposées.

UN PARCOURS DU COMBATTANT POUR UN REVENU DE SURVIE

Pouvoir toucher ce minimum de survie oblige à des démarches compliquées et nécessite de remplir des conditions draconiennes.

Ce revenu est accordé pour une période maximum de 18 mois renouvelables… avec toutefois une suspension d'un mois entre deux demandes. Pour en bénéficier, il faut avoir un ISEE (Indicateur de la situation économique) inférieur à 9 360 euros par an. Cet indicateur prend en compte le revenu, et le patrimoine immobilier et financier. (Il ne faut pas avoir plus de 6 000 euros d'économies pour une personne seule, augmentées de 2 000 euros par personne à charge). Outre qu'il faut présenter un tas de justificatifs (livret de famille, relevé de compte bancaire, contrat de location…), il ne faut pas avoir acheté une voiture neuve lors des six mois précédant la demande, ne pas être au chômage à la suite d'une démission survenue au cours des douze derniers mois, ni avoir eu de condamnation pénale. Les étrangers extracommunautaires doivent résider en Italie depuis dix ans, ou avoir au minimum deux ans de présence continue.

Enfin les bénéficiaires du revenu de citoyenneté doivent être demandeurs d'emploi et disponibles pour effectuer des travaux d'intérêt public dans leur commune.

DES NOUVELLES RÈGLES ENCORE PLUS STRICTES

Hasard du calendrier ? Cette dénonciation des prétendus fraudeurs arrive au moment où la nouvelle loi de finances durcit encore les critères pour pouvoir toucher ce bien maigre revenu.

Un tiers des bénéficiaires étant considéré comme « occupable », il est prévu qu'il ne sera pas possible de refuser plus de deux offres d'emplois « acceptables », au lieu de trois actuellement. La première offre étant considérée « acceptable » si le travail proposé se trouve à moins de 80 kilomètres de sa résidence, et pour la deuxième sur tout le territoire italien. À partir du premier refus, le revenu versé sera diminué de cinq euros par mois.

Pendant ce temps, les riches, eux, peuvent dormir tranquille, leurs fortunes sont bien à l'abri, personne ne vient enquêter sur les 100 milliards, sans doute sous-estimés, par an d'évasion fiscale.

« GARE À LA REVANCHE, QUAND TOUS LES PAUVRES S'Y METTRONT »

Côté démagogie, la palme revient, sans surprise, à l'extrême droite. Salvini, leader de la Ligue, a déclaré que le revenu de citoyenneté finissait *« dans la poche des délinquants »* et qu'il s'opposerait à son refinancement, avant de faire marche arrière… Peut-être convaincu par la déclaration de Stefano Patuanelli, ministre de l'Agriculture, qui a dit, lors du débat parlementaire : *« Sans le revenu de citoyenneté, la tension sociale aurait explosé, et elle aurait été ingérable. Mais ici, il y en a ici qui font semblant de ne pas le comprendre. »* Les petites phrases n'ont pas manqué non plus contre les méridionaux qui seraient des assistés (… question d'ADN sans doute !) puisque la plus grande partie du revenu est versée dans le sud du pays et les îles. Et bien sûr pour dire que ce revenu devrait être réservé aux seuls Italiens.

Accorder aux plus pauvres tout juste de quoi survivre, comme s'ils leur faisaient l'aumône, n'empêche même pas les bourgeois et les politiciens à leur botte de faire preuve de la démagogie la plus crasse. Tout ce qu'on peut souhaiter c'est que cela ne les mette pas à l'abri de l'explosion sociale. ■

PRISONS
EN FRANCE

Le Covid alourdit la peine

1ER NOVEMBRE 2021 – PIERRE HÉLELOU

Début 2020, on comptait plus de 70 000 détenus en France, dans des prisons sur-occupées et inadaptées – à supposer qu'une prison soit adaptée à la vie ! Le risque sanitaire était connu. Face à l'urgence, au cours du premier confinement et dans les mois suivants, le nombre de prisonniers avait diminué de 13 500, une baisse inédite, mais qui n'a pas duré[1].

Avec la deuxième vague, l'épidémie de Covid s'est rapidement développée dans ces espaces clos, au point de dénombrer 33 clusters en octobre 2020[2]. Des mesures d'isolement se sont alors ajoutées partout aux conditions d'enfermement déjà en vigueur. Un an plus tard, le niveau d'occupation des prisons est déjà presque revenu au niveau d'avant l'épidémie, plus de 68 000 détenus, et dans des conditions encore dégradées[3].

L'ENFERMEMENT, UNE LONGUE ATTENTE

Un détenu passe la plus grande partie de la journée dans sa cellule, avec un ou plusieurs autres codétenus. Lorsque les prisons sont occupées à 180 %, comme cela peut arriver dans certaines maisons d'arrêt[4], l'espace déjà réduit est presque entièrement couvert par des matelas supplémentaires posés au sol[5].

En prison, tout se paie : la télé, le frigo, le téléphone en cabine, le papier toilette, les cigarettes… Pourtant, 22 % des personnes incarcérées sont dites en « *pauvreté carcérale* » et disposent de moins de 50 euros par mois, alors que les dépenses nécessaires à la vie en prison sont estimées à 200 euros[6]. De quoi ajouter aussi aux tensions de la cohabitation forcée.

Et le temps est long : une promenade dans la cour bétonnée, trois douches par semaine quand c'est possible… Près de 25 % des détenus travaillent, même si le Smic n'existe pas en prison[7]. Et lorsque des activités existent, et qu'il existe des places en nombre significatif, beaucoup de détenus sont volontaires (sport, cours de formation…). Mais ces rares activités sont encore plus limitées dans le contexte actuel.

CLUSTERS ET ISOLEMENT

Avec la pandémie, les prisons ont pris des mesures de confinement pour des personnes déjà soumises à l'isolement. Les parloirs ont été presque toujours suspendus. Pour les prisonniers qui voient encore leurs proches, il s'agit d'un moment fort : souvent le seul lien avec l'extérieur. Plusieurs mouvements de prisonniers ont eu lieu à l'annonce de leur suspension[8], comme à la maison d'arrêt de Grasse où les détenus ont tenté d'atteindre les toits pour marquer leur protestation.

L'enseignement en prison, qui concerne 17 % des détenus, a lui aussi été stoppé. Bien sûr, les mineurs détenus n'aiment pas davantage l'école dedans qu'ils ne l'ont aimée dehors. Mais aller à ces cours, c'est aussi élargir le triste horizon qui se résume à la cellule, le quartier pour mineur, et parfois même la fenêtre du premier étage par laquelle on jette un œil…

Pour la préparation des examens, tout s'est arrêté. L'expérimentation d'un accès à internet pour les prisonniers, notamment dans le cas de l'enseignement, a été lancée par le ministère de la Justice en 2007 dans moins de dix établissements pénitentiaires, mais rien n'a encore changé en 2021. Tant pis pour l'insertion à la sortie !

Après des mois d'arrêt de toutes les activités collectives, la reprise est difficile. Parfois elle n'a pas encore eu lieu. Pas de sport, pas d'ateliers, alors que les possibilités sont déjà réduites en temps normal. Depuis 2015, l'administration pénitentiaire était de plus en plus exigeante avec ses partenaires associatifs : vidéosurveillance (avec le son) dans tous les ateliers, contrôle de la communication des intervenants hors de la prison, et autres exigences qui avaient abouti à mettre fin aux interventions bénévoles des étudiants dans le cadre d'une des principales associations concernées : le Génepi[9].

LA PRISON NE PRÉPARE À RIEN D'AUTRE QU'À LA RÉCIDIVE

Privés de beaucoup en temps normal, il n'y a rien d'étonnant à ce que des prisonniers cherchent à s'équiper en cachette de portables. Avec le confinement, la débrouille a été le seul moyen de faire face aux restrictions, quitte à l'ancrer encore plus dans le quotidien des détenus.

La prison isole, certes, mais elle est censée aussi préparer le retour à la vie dehors. Il n'en est pourtant rien. La récidive est plus forte pour les condamnés ayant connu la prison que pour ceux ayant bénéficié d'un sursis ou d'une peine alternative, selon le ministère de la Justice lui-même[10]. Désocialisante, la prison coupe les détenus de leur travail, de leurs amis et souvent de leur famille.

63 % des personnes condamnées à une peine de prison ferme récidivent dans les cinq ans, et le chiffre est encore plus élevé pour les mineurs et les jeunes majeurs. La punition est là, inhumaine, mais la réinsertion ne marche pas.

LES PEINES ALTERNATIVES S'AJOUTENT AUX EMPRISONNEMENTS

La sur-occupation des prisons, et leur coût supérieur aux autres peines[11], a conduit depuis plusieurs années à mettre en avant des peines alternatives. En 2018, le « *plan prison* » lancé par Nicole Belloubet visait à augmenter le nombre de places, mais mettait en avant le travail d'intérêt général et le bracelet électronique, pour la détention à domicile. Éric Dupond-Moretti, actuel ministre de la Justice, communique à nouveau sur une plateforme indiquant les places disponibles de travail d'intérêt général, pour aider les avocats à plaider une demande de TIG. Une mesure qui ressemble plus à une déclaration d'intention, comme le bracelet anti-rapprochement mis en place par la loi en 2019, et quasiment inutilisé depuis.

Dans un État qui mise sur la répression, la possibilité du bracelet électronique *s'ajoute* aux condamnations à la prison : on condamne plus facilement au bracelet ceux qui n'auraient pas été écroués auparavant, tandis que les détentions restent toujours aussi nombreuses.
La loi « *pour la confiance dans l'institution judiciaire* » (tout un programme !) en cours d'examen à l'Assemblée poursuit dans la même voie. Au mieux, des réformes cosmétiques, limitant seulement le recours à la détention provisoire au-delà de huit mois, en incitant les juges à la remplacer par une mesure de surveillance électronique. Au pire, la fin des crédits de peines automatiques (retirés au détenu seulement en cas d'incidents jusqu'à présent) qui réduisent la durée d'emprisonnement. Désormais, le détenu devrait faire la preuve de sa bonne conduite pour espérer en bénéficier.

La petite musique sécuritaire qui s'enclenche une fois de plus lors de la campagne présidentielle, cache mal les impasses de cette politique. Et l'indigne réalité : des prisons surchargées, des prévenus pas encore jugés, une récidive endémique, des conditions inhumaines… Suite logique aux violences policières et à une justice de classe.

Cécile Marcel, directrice de la section française de l'OIP, a écrit très justement : « la France se distingue par un cadre légal qui prévoit des peines tellement longues qu'elles en perdent tout sens, comme l'expriment régulièrement les personnes qui travaillent auprès des condamnés : pendant les dix premières années, il leur est encore possible d'évoluer, de construire un projet, de mener une réflexion sur les actes qu'ils ont commis et comprendre la sanction ; au-delà, c'est souvent peine perdue faute de pouvoir se projeter dans un avenir autre que carcéral. S'ensuit, pour beaucoup, une dégradation psychologique, mais aussi physique : la vue qui décline, la perte du goût, de l'odorat, ▸▸

La prison en chiffres

61 000
places de prison
sur 187 établissements pénitentiaires

68 000
détenus
– 96,5 % d'hommes et 3,5 % de femmes ;
– 1 % de mineurs, mais près de 3 000 qui passent par la prison chaque année, dont 80 % en détention provisoire et essentiellement sur de courtes périodes ;
– 30 % de prévenus (soit environ 20 000 personnes), c'est-à-dire de prisonniers en attente de leur jugement et qui n'ont pas encore été condamnés ;
– les condamnations les plus courantes concernent : les vols et atteintes aux biens (28,3 %), les infractions à la législation sur les stupéfiants (18,2 %), avant les violences contre les personnes (15,6 %) ou les violences sexuelles (10,7 %) et les homicides (9,9 %).

15 000
personnes sous surveillance électronique
(la plupart à domicile)

63%
de récidives
dans les cinq ans qui suivent la sortie de prison (contre 33 % de récidive pour des condamnations à des travaux d'intérêt général ou des peines de prison avec sursis assorties d'une mise à l'épreuve)

Sources : Observatoire international des prisons (OIP, section France), Commission de suivi de la détention provisoire. Direction de l'administration pénitentiaire.

des repères spatio-temporels, etc. À tel point que certains finissent par n'être plus adaptés à toute vie en dehors de la prison. Et pour ceux qui sortent un jour, on a multiplié, ces dernières années, les possibilités de leur imposer à leur libération des mesures de sûreté susceptibles d'entraver encore leur réinsertion. Ainsi, la peine de mort a certes été abolie, mais on l'a remplacée par des peines infinies, qui s'inscrivent clairement dans une perspective de neutralisation de certains individus et ne constituent rien d'autre qu'une forme de "mort sociale". […] Comment se réjouir d'avoir aboli la peine de mort, d'avoir aboli la torture, quand, tous les jours dans les prisons françaises, des milliers de personnes continuent d'être soumises à des traitements inhumains et dégradants ? »

La société bourgeoise enferme, écarte de la société, punit ainsi celles et ceux dont les comportements la gênent. Sont-ils amendables et comment ? Ce n'est pas un sujet pour cette société d'exploitation et d'oppression. ■

1. Sur le site de l'OIP (*Observatoire international des prisons*), Décroissance carcérale et Covid-19 : une occasion manquée.

2. On compte 187 établissements pénitentiaires au total.

3. La croissance du nombre de détenus dans les prisons françaises inquiète, *Le Monde*, 27 juillet 2021.

4. D'après Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, citant l'exemple de Nîmes (interrogée par *FranceInfo* le 20 octobre 2020).

5. *La Cour européenne des droits de l'homme* (CEDH) a condamné la France pour traitements inhumains et dégradants en raison des conditions de détention dans un arrêt du 30 janvier 2020 : « *les taux d'occupation des prisons concernées révèlent l'existence d'un problème structurel* », la cour demandant « *l'adoption de mesures générales visant à supprimer le surpeuplement et à améliorer les conditions matérielles de détention* »

6. Le dernier rapport détaillé sur la question, réalisé par le Sénat, date du 29 juin 2000 : très peu de statistiques ont été faites depuis sur la question, qui ne semble pas prioritaire…

7. Le salaire, entre 20 % et 45 % du Smic ou même à la pièce, n'est pas non plus versé intégralement : une partie est gardée par la prison, et une autre pour le pécule de sortie. Au total, un prisonnier ne gagne que de l'argent de poche.

8. Adeline Hazan, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, indiquait un « *risque de mutineries* » dès avril 2020.

9. *Le Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées* est intervenu sur plusieurs dizaines d'établissements pénitentiaires, de 1976 à 2019. Il a annoncé sa dissolution en 2021, refusant de poser « *un vernis humanitaire* » sur le système carcéral. Si le communiqué de dissolution est contestable sur bien des points, les pressions sur l'association étaient bien réelles depuis 2010 et plus encore après 2015.

10. Le ministère indiquait en 2014 que « *la récidive est toujours moindre après des sanctions non carcérales* » (cité sur le site de l'OIP, « *la prison permet-elle de prévenir la récidive ?* »)

11. 105 euros par personne détenue par jour, contre 50 euros en semi-liberté et 10 euros avec un bracelet électronique.

Non au Service national universel, tentative de formatage de la jeunesse

5 NOVEMBRE 2021
LILIANE LAFFARGUE

Le Service national universel (SNU), promesse de campagne du candidat Macron en 2017, se met en place par étapes depuis l'été dernier, après une phase d'expérimentation en 2019. Destiné aux jeunes de 15 à 17 ans, il a pour but officiel de construire « une société de l'engagement bâtie autour de la cohésion nationale », avec comme objectifs :

« – faire vivre les valeurs républicaines ;
– renforcer la cohésion nationale ;
– développer une culture de l'engagement ;
– accompagner l'insertion sociale et professionnelle. »

La réalité de la société française aujourd'hui – merci patrons, merci Macron ! –, c'est toujours plus d'inégalités, un monde toujours plus dur pour les plus pauvres, toujours plus répressif… Mais les gouvernements aiment bien manier une « novlangue » où l'on désigne les choses par leur contraire ! Car en fait, avec ce SNU, c'est bien du bon vieux « Engagez-vous, rengagez-vous ! » qu'il s'agit. Engagement sous le drapeau français et le bourrage de crâne nationaliste, même



si fort heureusement ce n'est plus l'encasernement pendant un an (jusqu'à la présidence Chirac), ou la vraie guerre dans les djebels en Algérie pendant deux ans et demie (sous le socialiste Guy Mollet). Mais le sale vent chauvin qui souffle des cimes du pouvoir et des partis institutionnels de la bourgeoisie nous ramène cette version édulcorée du service militaire… cette fois confiée au ministère de l'Éducation nationale, qui s'est fait une spécialité de la marche au pas ! Il est vrai que Blanquer tient plus de l'adjudant que de l'enseignant qu'on aime.

UNE VOLONTÉ D'ENCADREMENT PATRIOTIQUE DE LA JEUNESSE

Le SNU commence par un séjour dit de « cohésion » de deux semaines, suivi d'une « Mission d'intérêt général » – on a évité de justesse le trop pénal « travail d'intérêt général » ! – de 84 heures réparties au cours de l'année qui suit le séjour. Une deuxième phase prévoit, au volontariat, une période d'engagement d'une durée d'au moins trois mois… par exemple un service civique.

Selon le dossier de presse gouvernemental du séjour de cohésion, une journée type débute après un lever matinal (6 h 30 ?) et une cérémonie de lever des couleurs en chantant La Marseillaise. Ça commence fort ! La suite de la journée est composée d'activités collectives, de repas pris en commun, d'un temps libre puis « d'un temps de démocratie [sic !] en soirée pour échanger sur le séjour mais aussi permettre à chacun de s'exprimer et débattre sur des thèmes d'actualité ». Enfin, car on est bien dans l'esprit scout, coucher à 22 h 30.

Des thématiques des activités ont été définies. Elles méritent qu'on en dresse ici la liste exhaustive :

- activités physiques, sportives et de cohésion : type parcours d'obstacles ;
- autonomie : mobilité, connaissance des services publics, accès aux droits et promotion de la santé ;
- citoyenneté et institutions nationales et européennes : laïcité, égalité femmes-hommes ;
- culture et patrimoine ;
- découverte de l'engagement ;
- défense, sécurité et résilience nationales ;
- développement durable et transition écologique et solidaire : sensibilisation aux écogestes.

Parmi les six modules obligatoires pour tout séjour, il y a une journée « défense et mémoire » organisée par le ministère des Armées et un module de « sécurité intérieure » organisé par le ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'honorer le courage et l'action de la grande armée française… probablement pas de s'interroger sur son rôle réel ou sur celui de la police – dans pas mal de périodes de l'histoire où les forces de répression ont été mobilisées contre des luttes ouvrières ou – en plus grand format encore – contre les mouvements d'émancipation coloniaux.

L'été dernier, 18 000 jeunes ont participé à ce séjour dit « de cohésion », à raison d'au moins un centre par département (Hexagone et Outre-Mer), soit 122 centres SNU sur 144 sites. Pour 2022, 5 000 jeunes sont attendus, avant la généralisation et l'obligation fixées pour l'horizon 2024 ou 2026. Le coût pour l'État est de 2 200 euros par personne. Ce qui a fait dire à une mission sénatoriale que c'était trop cher, 17 milliards par an, qui auraient avantageusement pu être investis dans l'Éducation nationale. Histoire que les « valeurs » transmises à la jeunesse ne se fassent pas au pas cadencé !

Avec le SNU, les jeunes devraient donc devenir, chapeau bas devant le drapeau et la Marseillaise, de bons citoyens qui aident les autres mais ne remettent surtout pas en cause cette société. Qui font les bons gestes écolos, mais ne s'interrogent pas sur leur caractère dérisoire en regard des causes profondes de la destruc- ▸▸

tion de la planète. Quelque chose un peu drôle malgré tout : il semblerait que l'apprentissage des armes n'ait pas été prévu au programme : oubli ou crainte que la maladresse fasse des victimes dans les rangs de l'encadrement ? Ou que le savoir-faire soit utilisé ensuite par des jeunes de milieu populaire contre des exploiteurs et leurs forces de répression ? La confiance des dirigeants politiques dans la jeunesse a ses limites.

Les jeunes qui s'étaient « engagés » contre la réforme du lycée ont déjà apprécié les « valeurs républicaines » que le ministre Blanquer a mises en œuvre en déchaînant sa hiérarchie contre eux. Et apprécié la conception que ces gens-là ont de la « cohésion » en ordonnant aux flics de jouer de la matraque contre eux : on se rappelle encore cette image glaçante de dizaines de lycéens de Mantes-la-Jolie à genoux, les mains sur la tête.

Alors souhaitons que l'esprit de révolte d'une partie de la jeunesse s'exprimera dans le refus du SNU à l'image de ce que propose le collectif « Non au SNU » qui est en train de se constituer. ■

////////////////////////

Le grand bazar

Les volontaires à l'encadrement des séjours de cohésion de l'été dernier ont pu apprécier la rigueur martiale des organisateurs. Ils ont dû attendre plusieurs mois avant d'être payés. Du fait de « difficultés techniques », pas du tout d'un bazar, qu'allez-vous imaginer ! La transmission des « valeurs républicaines » mérite bien qu'on patiente un peu pour recevoir son dû. Les étudiants qui ont cru que ce serait comme n'importe quel job d'été ont dû déchanter ! ■

Dette Covid

Les mensonges à propos du remboursement du « quoi qu'il en coûte »

18 NOVEMBRE 2021 – JEAN-JACQUES FRANQUIER

Le gouvernement, par la voix de Bruno Le Maire, mais aussi les ténors de la droite ont, depuis un moment, commencé à chanter un air bien connu : il va bien falloir rembourser la dette du « quoi qu'il en coûte », pointant les retraites et les « comptes sociaux ». Dette Covid[1] que Bruno Le Maire a chiffrée, en marge d'une réunion à Bercy en août dernier, à 240 milliards d'euros. Et voilà qu'on nous ressert les mêmes vieilles recettes camouflant, bien mal, les attaques contre les travailleurs et les classes populaires en général, sous prétexte de rembourser la dette Covid, cette fois.

QUAND « L'ARGENT MAGIQUE » COULE À FLOTS

Tous ces gens mentent effrontément sur la nature et le remboursement de la dette en question. La dette publique a effectivement considérablement augmenté avec les vannes largement ouvertes dès le début de la crise sanitaire. Les dizaines de milliards mobilisés par l'État s'ajoutaient à d'autres dizaines de milliards – pour que l'État prenne en charge à la place du patronat une partie des salaires, pour garantir les revenus des commerçants et artisans, mais, surtout, pour distribuer généreusement les fonds publics afin que les grosses entreprises restructurent et visent à être plus compétitives en vue de la concurrence lors de la reprise économique.

UNE PARTICULARITÉ DE LA DETTE COVID : ELLE NE COÛTE RIEN…

Mais alors… toutes ces nouvelles dettes ne coûtent-elles pas très cher aux finances publiques en remboursement et intérêts ponctionnés sur le budget de l'État ? Eh bien non, justement. C'est bien le cas d'ordinaire avec les emprunts que l'État contracte et dont il fait reposer les intérêts servis aux banques commerciales sur le budget, c'est-à-dire sur les impôts et taxes, majoritairement payées par les classes populaires. Et ces intérêts pèsent lourd, plus d'un dixième du budget de l'État. Mais ce n'est pas ce qui se passe dans le cas de la dette Covid.

En 2019, avant la crise sanitaire donc, le service de la dette était de 42,47 milliards d'euros. Il s'agit seulement des intérêts payés par l'État, puisque le montant de l'emprunt n'est remboursé qu'à l'échéance[2]. Or, en 2020, avec la crise sanitaire donc, le service de la dette a diminué de plus de 6 milliards, passant à 36,2 milliards d'euros. La dette prévue pour 2021 se situait à 36,8 milliards d'euros, quasi stable donc, et elle vient d'être réévaluée par le projet de loi de finance rectificative pour 2021, déposé début novembre, qui situe cette charge de la dette à 38,2 milliards pour 2021, en faible augmentation par rapport à 2020 et toujours en dessous de celle de 2019. Cela alors que la dette globale elle-même (qui englobe évidemment la dette Covid) est passée de 2 380,1 milliards d'euros (98,1 % du PIB) à 2 650,1 milliards (115,7 % du PIB). Autrement dit, alors que la dette publique a considérablement augmenté, les intérêts payés ont baissé…

Il n'y a là aucun miracle. C'est tout simplement que les nouveaux emprunts d'un pays riche comme la France[3], ceux lancés auprès des marchés financiers avec la crise sanitaire, bénéficient de taux voisins de zéro, autrement dit des emprunts pratiquement sans intérêt. De plus, la Banque centrale européenne a racheté le plus gros de ces emprunts. Comme il s'agit d'emprunts dont l'échéance est à plusieurs décennies – en tout cas, Bruno Le Maire a annoncé prévoir le remboursement de la dette Covid en 2042 –, cela signifie qu'il n'y aura dans les faits rien à payer pendant tout ce délai[4].

UNE DETTE QUI SERA REMBOURSÉE… PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS

On peut donc déjà dire que, si un jour problème il y a avec la dette Covid de l'État français, ce ne sera pas avant 2042, c'est Bruno Le Maire lui-même qui a livré la date. Mais la réalité, c'est que l'État n'a absolument pas l'intention de rembourser cette dette, ni en 2042 ni jamais, pas plus qu'il n'a remboursé les précédentes. Les États comme la France payent leur dette en lançant de nouveaux emprunts. Ils ne savent pas quels seront les taux d'intérêts au moment du remboursement, mais ce qu'ils savent, c'est qu'eux ou leurs successeurs financeront de toute façon la charge de la dette sur le budget, c'est-à-dire essentiellement par les impôts et taxes payés par les classes populaires. Cette pratique est aussi vieille que la dette publique.

Pour en revenir à la particularité de la dette Covid, tout se passe donc comme si l'on vous prêtait disons 100 000 euros en vous garantissant que vous n'avez rien à rembourser avant vingt ans. Et en vous tranquillisant en vous disant que, dans vingt ans, vous pourrez toujours emprunter 100 000 euros, ou davantage, pour rembourser la dette. Vous penseriez, à juste titre, que ça ne vous coûtera rien ! On peut légitimement se demander quel intérêt ont les banques à prêter dans ces conditions. À priori, dans une période où l'on ne sait pas trop de quoi demain sera fait – et la crise de 2008-2009 a montré que les plus grandes banques n'étaient pas à l'abri de la faillite –, les banques adossent une partie de leurs avoirs à des États réputés solides. Un peu comme de l'argent mis à l'abri dans un coffre-fort avec le raisonnement suivant : d'accord, on ne gagnera pas d'argent là-dessus, mais on sera sûr de ne pas le perdre.

La BCE a préféré racheter aux banques commerciales une grosse partie des emprunts Covid, afin de maintenir très bas les taux à long terme sur le marché des obligations, mais aussi afin de ne pas créer une importante différenciation entre les dettes contractées par les pays comme l'Allemagne ou la France d'une part, et d'autres comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce d'autre part. Peut-être a-t-elle aussi agi ainsi pour inciter les banques commerciales à prêter aux entreprises, en particulier aux PME, prêts pour lesquelles les banques se sont montrées très frileuses, même quand ils étaient garantis par l'État. La BCE pratique en effet actuellement une politique d'incitation aux crédits bancaires.

QUEL QUE SOIT LE CONTEXTE, LA RÉPONSE DES GOUVERNANTS EST TOUJOURS LA MÊME : FAIRE PAYER LES CLASSES POPULAIRES

Ainsi, rien n'est vrai dans les affirmations sur le nécessaire remboursement du « quoi qu'il en coûte ». En revanche, ce qui est certain, c'est l'intention affichée de s'en prendre aux travailleurs. Le laxisme envers les entreprises et leurs actionnaires ne les empêche pas de vouloir réduire la part des classes populaires dans le revenu national afin de subventionner les capitalistes opérant sur leur territoire. Dans le but de leur permettre de faire meilleure figure dans la concurrence internationale et donc, en fin de compte, de distribuer toujours plus d'argent aux actionnaires. Les recettes pour réduire la part des travailleurs sont aussi vieilles que le capitalisme : faire que les heures travaillées augmentent plus vite que la masse salariale, réduire les services publics dépendant de l'État ou des collectivités territoriales – éducation, santé, voirie, etc. – afin d'obtenir toujours plus de fonds disponibles pour subventionner les capitalistes. Bref, pas une politique d'austérité au sens général, mais… les vaches maigres pour tout ce qui touche à la vie des classes populaires !

Y arriveront-ils ? Les travailleurs peuvent bousculer leurs plans en imposant leurs propres vues sur la « restructuration » de l'économie : zéro licenciement, « doubler les salaires des profs », comme proposé par Hidalgo (tellement timidement qu'elle n'en parle plus), mais aussi de tous ceux dont la crise sanitaire a montré à quel point rien ne pouvait se faire sans eux : soignants, caissières, chauffeurs routiers, travailleurs des transports – tous les travailleurs en fait ! Cela coûtera cher ? Mais… n'y a-t-il pas l'emprunt ? Et qui interdit d'« emprunter » l'argent nécessaire en le garantissant sur la fortune de tous les milliardaires qui ont montré, eux, qu'ils ne servaient à rien ? ■

//

1. Il n'y a évidemment pas une dette étiquetée dette Covid. On désigne ainsi la dette contractée avec les mesures d'urgence prises lors de la crise sanitaire.

2. Voir notre article *Qu'est-ce qu'un emprunt d'État*, sur le site de *Convergences révolutionnaires* du 18 novembre 2021

3. Bien entendu, il n'en va de même pour les pays pauvres. Voir à ce propos notre article, *Il y a États et États*, dans *Convergences révolutionnaires* du 18 novembre 2021. Aucun organisme n'est intervenu pour alléger les taux imposés aux pays pauvres d'Afrique, d'Asie, ou d'Amérique latine, en dehors d'une courte « suspension » des paiements qui, de toute façon, ne concernait pas tous les pays pauvres.

4. Un article publié par un organisme qui joue souvent le rôle de conseiller du gouvernement, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), publié en octobre dernier, affirme : « […] *Si le taux d'intérêt est de 0 %, l'État emprunte 100 et doit rembourser 100. Cette dette ne lui coûte donc rien.* »

Recommandations

Des extraits de critiques de films, de séries et de livres que vous pourrez retrouver en version intégrale sur notre site.

SÉRIE

Squid Game

Série télé de Hwang Dong-hyeok
Diffusée sur Netflix, une saison de neuf épisodes

Le thème des « jeux sanglants » de cette série sud-coréenne n'est pas original en soi et a déjà donné lieu à de nombreux films. Mais le réalisateur parvient à renouveler le genre grâce à sa galerie de personnages qui représente une sorte d'échantillon crédible des victimes de la société capitaliste contemporaine. Il parvient même à évoquer la répression féroce d'une grève à laquelle a participé l'un des concurrents… Cet aspect subversif permet à la série de sortir du cadre du film de genre. On attend avec intérêt une saison 2 aussi réussie.

FILMS

La Fracture

Film de Catherine Corsini
Avec Aissatou Diallo Sagna, Valeria Bruni Tedeschi, Marina Foïs, Pio Marmaï

Osseuse ou amoureuse, *La Fracture*… est aussi sociale ! Le film réalisé par Catherine Corsini nous immerge dans une ambiance pas si lointaine, celle de la grève des urgences dans les hôpitaux, sur fond de répression brutale des manifestations des Gilets jaunes à Paris. Kim, infirmière, enchaîne sa sixième nuit de garde à l'hôpital, nuit de répression où les flics pourchassent les manifestants jusqu'à faire pénétrer les gaz lacrymogènes dans la salle des urgences… On passe du rire au drame. De quoi aussi retrouver l'énergie des manifestations Gilets jaunes et retrouver ce slogan : *« Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur ! »*

Illusions perdues

Film de Xavier Giannoli, d'après Honoré de Balzac

On plonge dans le Paris de la Restauration. La Bourse est en pleine explosion et les murs se couvrent de publicité : tout s'achète et se vend. C'est dans ce contexte que l'on suit les désillusions d'un provincial idéaliste débarqué à Paris et qui tente d'y éprouver sa vocation littéraire. Illusions perdues… Le film, très brillant, restitue avec fidélité cet aspect du roman de Balzac, et c'est tant mieux !

L'événement

Film d'Audrey Diwan

Un film sur l'avortement clandestin dans la France de 1963, adapté du récit du même nom d'Annie Ernaux. Une plongée dans le cauchemar d'une grossesse non désirée d'une étudiante et de sa solitude absolue, car autour d'elle, personne ne peut ou ne veut l'aider. Un film bienvenu à un moment où l'IVG est remise en cause ou toujours interdite dans de nombreux pays.

LIVRES

L'Empire qui ne veut pas mourir : une histoire de la Françafrique

Sous la direction de Thomas Borrel, Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat, Thomas Deltombe
– Seuil, 2021, 1 008 p., 25 €

Chapitre après chapitre, ce livre d'un collectif d'auteurs proche de l'association Survie décrit une Françafrique bien vivante : système de prédation des ressources des pays appartenant au « pré carré », pour les plus grands profits des Bolloré, Bouygues, de Total et bien d'autres. Ce livre volumineux se lit avec passion tant il foisonne d'informations concrètes.

La porte du voyage sans retour

De David Diop – Seuil, 2021, 256 p., 19 €

L'auteur nous fait revivre l'aventure d'un botaniste du XVIIIe siècle, Michel Adanson, parti vers ces terres lointaines dans l'espoir de découvrir de nouvelles plantes et de nouveaux coquillages qui viendront enrichir ses collections. Adanson n'a aucun préjugé racial, ce qui est plutôt rare pour un Européen de cette époque. Reste une histoire d'amour qui se termine mal. Au passage, Diop dresse un portrait féroce de cette société esclavagiste imposée par le colonisateur. Un livre attachant qui nous rappelle l'histoire de ces savants voyageurs épris tout autant de science que de nature et de l'humanité.

Requiem pour une République et *Frakas*

De Thomas Cantaloube
Gallimard (Folio policier), 544 p., 9,20 € et Gallimard (Série noire), 432 p., 19 €

Deux polars très politiques sur la « décolonisation » à la française

Thomas Cantaloube s'est fait remarquer en 2019 à la sortie de *Requiem pour une République*. En mars 2021, il en a publié la suite, *Frakas*, dans laquelle on retrouve les mêmes personnages et un thème commun : celui de la décolonisation française. Le premier ouvrage se déroule jusqu'en octobre 1961 avec des pages saisissantes sur le massacre des Algériens par la police française le 17 octobre. Le deuxième roman, *Frakas*, commence en 1960 avec l'élimination par les services secrets français d'un opposant camerounais. On assiste à la mise en place de la Françafrique. Des romans passionnants, très bien documentés, ponctués d'humour et de cynisme dans lesquels l'un des personnages le plus moral et le plus loyal est un… mafieux !

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

est publiée par la **Fraction L'Étincelle.**

La Fraction L'Étincelle est un groupe trotskyste issu de Lutte ouvrière qui, tout en conservant ses activités et moyens d'expression politique propres, milite aujourd'hui au sein du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Nous sommes pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire en France et d'une Quatrième internationale dans le monde.

Convergences Révolutionnaires s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux idées de l'extrême gauche. C'est aussi un outil au service de ceux qui entendent avoir une activité révolutionnaire dans les entreprises, les ateliers, les chantiers, les bureaux, les cités et les quartiers comme parmi la jeunesse. Dans la mesure de nos moyens nous relatons, confrontons, analysons les expériences faites au sein du mouvement ouvrier, et discutons comment contester la politique des appareils syndicaux et politiques dont l'orientation vise à la sauvegarde du système capitaliste.

Convergences Révolutionnaires n'entend pas se contenter d'exprimer les points de vue de la Fraction L'Étincelle mais veut être aussi un lieu de discussion et d'échanges fraternels. Nous sommes ouverts à toutes les contributions rédactionnelles, même critiques évidemment.

La Fraction L'Étincelle s'est constituée en 1996 au sein de Lutte ouvrière, à l'issue d'une série de discussions portant d'abord sur l'appréciation de ce qui se passait en URSS au moment de son démantèlement en 1991, puis, en ce qui concerne la France, sur les opportunités d'implantation et d'intervention des révolutionnaires, qu'il s'agit de saisir quels que soient les aléas de la période.

Les premiers numéros de Convergences révolutionnaires, parus entre 1999 à 2001, ont été édités conjointement avec des militants de la tendance Révolution! de la Ligue communiste révolutionnaire, montrant ainsi qu'il était possible de collaborer tout en se considérant comme des fractions d'un même futur parti révolutionnaire. Lorsque la LCR a lancé un appel afin d'explorer la possibilité de constituer un Nouveau parti anticapitaliste à l'issue de l'élection présidentielle de 2007, nous y avons répondu favorablement et milité, sans succès, pour que Lutte ouvrière fasse le même choix.

La Fraction L'Étincelle a été exclue de Lutte ouvrière en septembre 2008, pour ne pas avoir accepté les alliances passées avec la gauche gouvernementale à l'occasion des élections municipales de mars 2008. Cette exclusion a changé notre situation au sein de l'extrême gauche révolutionnaire. Elle ne change rien aux objectifs que nous poursuivons : la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien. Et donc rien à notre volonté de maintenir ou établir des rapports fraternels au sein de cette extrême gauche, y compris avec les camarades de Lutte ouvrière.

Malgré de fortes réserves sur les ambiguïtés du programme fondateur du NPA (nature de la révolution, hésitations sur la nécessité du renversement de l'état bourgeois, entre autres), nous nous sommes proposé d'apporter notre force militante et d'intégrer ses structures, en particulier ses comités de base, locaux ou surtout d'entreprises, mais sans abandonner nos structures et nos activités propres.

C'est l'orientation que nous maintenons depuis le congrès de fondation du NPA en 2009 : en participant aux débats politiques à tous les niveaux, y compris ceux des congrès par nos camarades qui y ont été délégués, ou du Conseil politique national ; en participant aux interventions du NPA, voire en les suscitant, vis-à-vis du monde du travail et de ses luttes. De ces débats comme de ces interventions, et des problèmes qu'ils peuvent soulever, notre revue Convergences révolutionnaires rend compte régulièrement.

Pour nous joindre

Sur Internet, vous pouvez nous adresser un e-mail, mais aussi connaître notre point de vue sur l'actualité, consulter les numéros précédents :
convergencesrevolutionnaires.org

Vous pouvez nous envoyer informations, suggestions, critiques à l'adresse suivante :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

Bulletin d'abonnement à

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

6 numéros .....12 €

Abonnement de soutien ..... 20 €

À partir du n° :.....

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Chèques à l'ordre de :
"Les amis de Convergences"
Adresser à :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

numéros précédents







